

LES PRÉLIMINAIRES DE LA GUERRE

CINQUIÈME ANNÉE.

NUMÉRO SPÉCIAL.

DU 28 JUIN AU 2 AOÛT 1914.

EXCELSIOR

Journal Illustré Quotidien

ABONNEMENTS (du 1^{er} ou du 16 de chaque mois)
France: Un An: 35 fr. - 6 Mois: 18 fr. - 3 Mois: 10 fr.
Etranger: Un An: 70 fr. - 6 Mois: 36 fr. - 3 Mois: 20 fr.
On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.

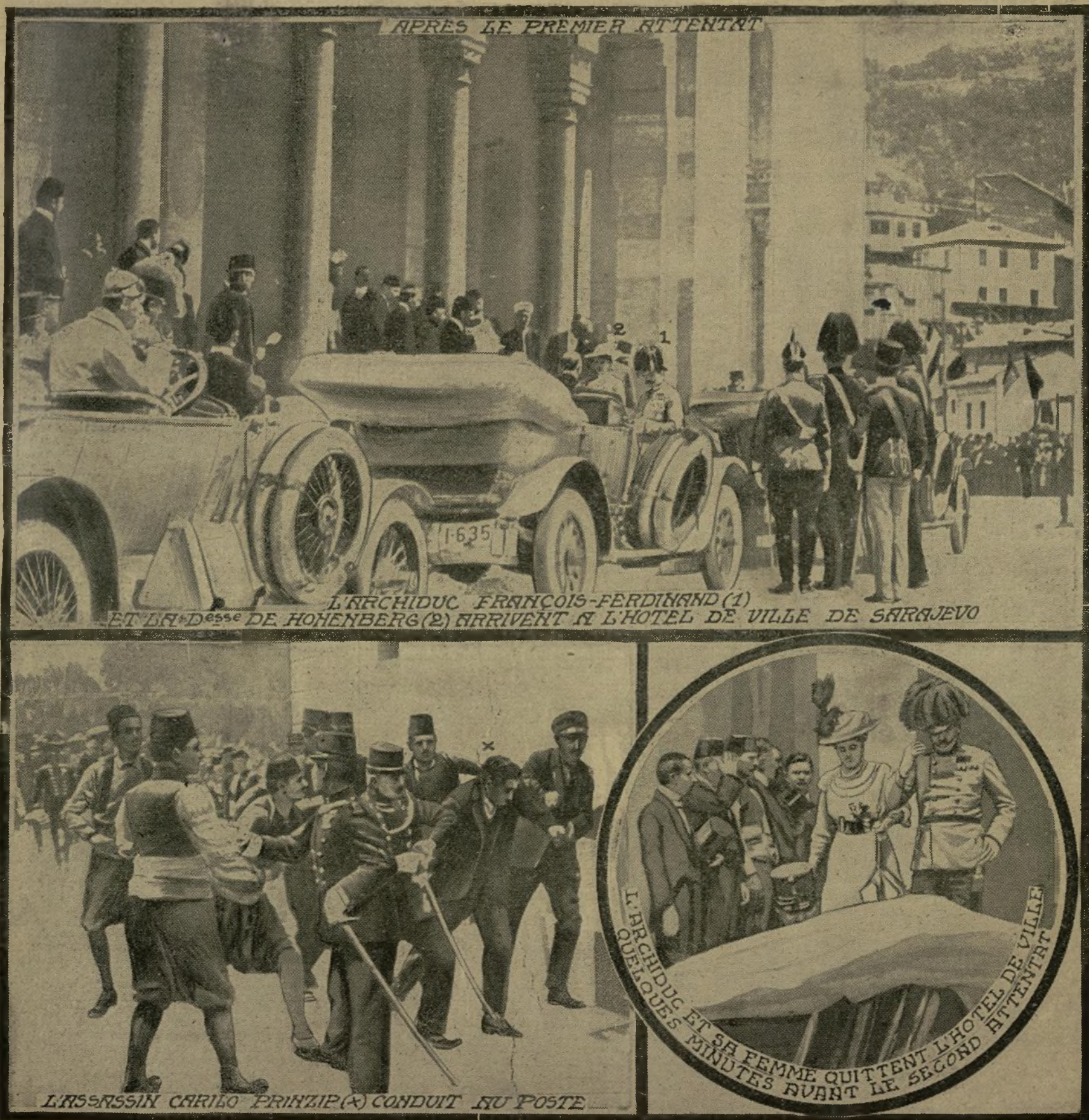
Informations - Littérature - Sciences - Arts - Sports - Théâtres - Éléances

Adresser toute la correspondance
à L'ADMINISTRATEUR D'Excelsior
88, avenue des Champs-Élysées, PARIS
Téléph. : WAGRAM 57-44, 57-45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS.

LE NUMÉRO : 10 CENT.

Ce numéro spécial résume tous les numéros parus du 28 juin au 2 août 1914.

ÉTRANGER : 20 CENT.



Le 28 Juin, l'Archiduc héritier François-Ferdinand d'Autriche et sa femme, la Duchesse de Hohenberg, sont assassinés au cours d'une promenade en voiture à Serajevo. Une bombe est d'abord lancée contre leur voiture, mais ne cause aucun dommage. Quelques instants après, un second attentat est commis. Un étudiant, nommé Prinzip, tire plusieurs coups de revolver et tue les visiteurs impériaux.

Ayuntamiento de Madrid

Les Prodromes de la Guerre

La tension qui exista toujours, depuis 1871, entre la France et l'Allemagne prit, à diverses reprises, un caractère nettement inquiétant.

La question du Maroc, en 1905, fut résolue par la Conférence d'Algésiras. Lors de l'affaire de Casablanca, en 1908, l'Allemagne consentit à porter le différend, à La Haye. En juillet 1911, le « coup d'Agadir » aboutit au traité du 4 novembre, qui cédait une partie du Congo à la France. Mais, cette fois, l'Allemagne ne se montra nullement satisfaite de l'arrangement. Il avait été pour elle un déboire. Elle était irritée de n'avoir décidé pas pu prendre pied au Maroc.

L'Allemagne, en effet, avait proclamé le dogme de la déchéance française. La France était vouée à une décadence irrémédiable; elle était endégénérée; l'anarchie, la décomposition régnaient à l'intérieur. Les conquêtes coloniales de la Troisième République n'étaient, aux yeux de l'Allemagne, que jeux d'enfant turbulent et batailleur.

Si la guerre n'a pas éclaté dès cet été de 1911, c'est d'abord que la volonté de l'Empereur était encore pacifique, et surtout qu'il y avait des raisons militaires et financières qui retenaient l'Allemagne. Mais, dès cette époque, le gouvernement impérial commença à prendre de graves mesures significatives dans ces deux domaines.

La loi militaire allemande de 1912 créa deux corps d'armée nouveaux. L'année suivante, la crise balkanique fournit l'occasion d'obtenir encore une fois, de la nation allemande, d'importants et lourds sacrifices. Les nouveaux projets de lois militaires votés par le Reichstag, en 1913, portaient les effectifs allemands, en temps de paix, à plus de 800.000 hommes. La France répondit à cette menace allemande par le vote de la loi des trois ans. Cela ne fit qu'exaspérer l'Allemagne. La *Gazette de Cologne* trouvait, que « pour nos 40 millions d'habitants » nous tenions au soleil « une place vraiment trop grande ». On s'habitua à voir dans la guerre la seule solution possible aux difficultés intérieures et extérieures de l'Empire.

Le 22 novembre 1913, notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, donnait un grave avertissement au Gouvernement français. « Guillaume II en est venu à penser que la guerre avec la France est inévitable, et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre ». Le 28 juin 1914, l'assassinat, par un étudiant serbe, de l'archiduc héritier d'Autriche et de sa femme, à Serajevo, fournissait à l'Autriche-Hongrie le prétexte de tirer l'épée contre la Serbie et à l'Allemagne l'occasion attendue de profiter de cet événement imprévu pour jouer son va-tout.

En trente jours, les événements allaient se précipiter, qui, du désir d'une vengeance autrichienne devaient conduire à la conflagration générale en Europe. Chose étrange, l'Autriche attendit plus de trois semaines pour adresser ses représentations officielles à la Serbie. Ce n'est donc pas sous le coup de l'indignation, mais après réflexion et de propos délibéré, le 23 juillet seulement, que la note de l'Autriche à la Serbie revêtit le caractère d'un violent, haineux et offensant ultimatum, encore aggravé d'un strict délai de réponse de 48 heures. Selon l'expression de Sir Ed. Grey, « jamais déclaration aussi formidable n'avait été adressée par un Gouvernement à un autre ».

Cependant, la Serbie se soumit. Elle alla jusqu'aux dernières limites de ce qui était compatible avec sa dignité. Entre temps, la Russie, la France, l'Angleterre, firent l'impossible pour obtenir de l'Autriche une prolongation de l'ultimatum. Ce fut en vain. L'Allemagne, elle, refusa tout conseil à Vienne, persistant à considérer le différend austro-serbe comme une affaire purement locale.

Quand la réponse de la Serbie arriva, l'Autriche s'en déclara immédiatement non satisfaite.

Pendant les trois jours qui suivirent, la Triple Entente multiplia ses efforts et ses démarches, à Vienne et à Berlin. Tout fut tenté en vain. Le 28 juillet, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie. L'Angleterre proposa alors une suprême tentative : une médiation à quatre. L'Allemagne refusa.

La Russie se vit obligée à une mobilisation partielle, d'abord ; puis générale, en réponse à celle de l'Autriche. A la dernière minute encore, elle offrait de traiter avec l'Autriche, qui acceptait, le 1^{er} août, de discuter. Mais l'Allemagne sommait la Russie d'avoir à démobiliser, et, le 1^{er} août, à 7 heures du soir, lui déclarait la guerre.

Le 3 août, elle déclarait la guerre à la France. Les dés du Destin étaient jetés — par l'Allemagne.

LES AVERTISSEMENTS

Les Événements de l'Année 1913

Les lois militaires allemandes. —
Les rapports de notre ambassadeur à Berlin et des attachés militaire et naval. —
La loi française des « trois ans ». —
La menace germanique.

A la date du 17 mars 1913, M. Jules Cambon adressait, de Berlin, à Paris, les rapports de nos attachés militaire et naval à leurs Ministres respectifs, sur la nouvelle loi militaire allemande. Il appelait toute l'attention du gouvernement français sur ces importants documents et il ajoutait :

L'étude des moyens financiers destinés à pourvoir aux mesures militaires que l'Allemagne a en vue retarde seule la publication des propositions définitives du Gouvernement. Malgré le patriotisme affecté avec lequel les classes riches acceptent le sacrifice qui leur sera demandé, elles n'en sont pas moins, particulièrement dans le monde des affaires, mécontentes des mesures financières annoncées, et elles sentent qu'une contribution forcée, imposée en pleine paix, crée pour l'avenir un précédent redoutable... Quoi qu'il en soit, en augmentant la force de l'armée allemande, l'Empire veut ne rien laisser à l'imprévu, au cas où une crise éclaterait.

Les innovations de l'Allemagne ont fait surgir un fait inattendu pour elle : la proposition du Gouvernement de la République rétablissant le service de trois ans et la résolution virile avec laquelle cette proposition a été accueillie en France. L'impression d'étonnement que ces projets ont produite a été mise à profit par le Gouvernement Impérial pour insister sur la nécessité absolue de l'augmentation des forces militaires de l'Allemagne ; ses projets ont été présentés comme une réponse. C'est le contraire de la vérité, puisque l'immense effort militaire que la France accepte n'est que la conséquence des initiatives de l'Allemagne.

Les Autorités Impériales ne cessent d'exalter le sentiment patriotique. L'Empereur se complait à rappeler tous les jours les souvenirs de 1813.

Il fallait s'attendre à ce qu'on exaltât le patriotisme de la nation au moment où on lui demandait de nouveaux sacrifices, mais c'est abuser du rapprochement historique que de comparer le temps présent à 1813. Si le mouvement qui, il y a un siècle, emportait le peuple allemand contre l'homme de génie qui aspirait à la domination universelle, pouvait trouver aujourd'hui quelque équivalent, c'est en France qu'il le faudrait chercher, puisque le peuple français ne songe qu'à se défendre contre la domination de la force.

Il n'en est pas moins vrai que cet état de l'opinion, dans les deux pays, rend la situation grave.

L'Effort financier allemand

Notre attaché naval, M. de Faramond traçait un tableau saisissant de l'effort financier auquel l'Allemagne se voyait obligée pour arriver à réaliser ses ambitions militaires.

Il disait, entre autres :

Il faut en outre rappeler que de gros emprunts ont été faits récemment par l'Empire et la Prusse : cinq cents millions de marks le 29 janvier 1912 et trois cent cinquante millions de marks le 7 mars 1913. Une part assez importante de ces emprunts a dû être affectée aux dépenses militaires.

La loi militaire de 1913 exigera des mesures financières tout à fait exceptionnelles.

D'après les indications données par la presse officielle, les dépenses dites « d'une fois » s'élèveraient à un milliard de marks et les dépenses « permanentes » annuelles résultant de l'augmentation des effectifs dépasseraient deux cents millions de marks.

Il paraît à peu près certain que les dépenses non renouvelables seront couvertes par une contribution de guerre prélevée sur le capital. On exempterait les petites fortunes et l'on frapperait d'une taxe progressive les fortunes supérieures à 20.000 marks. Présenté sous cette forme, l'impôt de guerre ne saurait déplaire aux socialistes, qui pourront ainsi, suivant leur tactique habituelle, repousser le principe de la loi militaire et voter les crédits qui en assurent l'exécution.

Le Gouvernement craint que parmi les classes riches et bourgeoises, cette imposition extraordinaire d'un milliard portant exclusivement sur la fortune acquise ne crée un durable mécontentement ; aussi fait-il tout ce qui est en son pouvoir pour persuader ceux qu'il va rançonner si durement que la sécurité de l'Empire est menacée et pour établir une analogie entre les temps belliqueux de 1813 et la période actuelle.

En ce qui concerne la couverture des dépenses permanentes qui résulteront de l'application des lois de 1912 et 1913, rien n'a encore été dit. Une nouvelle législation sera évidemment nécessaire pour procurer les ressources annuelles.

Je conclus : en Allemagne l'exécution d'une réforme militaire suit toujours de très près la décision prise de l'accomplir. Toutes les dispositions nouvelles prévues par la loi du quinquennat de 1911 et par la loi de 1912 sont déjà mises en vigueur. Il est fort possible qu'une partie du matériel dont la nouvelle loi va autoriser l'achat soit en cours de fabrication. Les secrets militaires sont si bien gardés ici qu'il est extrêmement difficile de suivre les mouvements du personnel et du matériel.

Avec 700.000 hommes sous les armes (sans compter les réservistes fort nombreux qui sont actuellement en instruction) une organisation militaire parfaite et une opinion publique qui se laisse dominer par les appels belliqueux de la Ligue militaire et de la Ligue navale, le peuple allemand est à cette heure un voisin bien dangereux.

Si le service de trois ans est adopté, et immédiatement appliqué en France, les conditions seront moins inégales,

l'an prochain. Les effectifs allemands seront encore sensiblement plus considérables que les nôtres, mais l'appel de tout le contingent disponible ne permettra plus la sélection et amènera dans les rangs de l'armée allemande des éléments de second ordre et même des unités peu désirables. La valeur morale de l'armée active y perdra.

Les Allemands ont voulu rompre l'équilibre des deux camps qui divisent l'Europe, par un grand effort suprême, au delà duquel ils ne peuvent plus grand'chose.

Ils n'avaient pas cru la France capable d'un grand sacrifice. L'adoption du service de trois ans chez nous déjouera leurs calculs.

La Colère de l'Allemagne

Notre attaché militaire à Berlin, le lieutenant-colonel Serret, rendait compte, dans son rapport à M. Etienne, ministre de la Guerre, de l'intention avouée de l'Allemagne, de mettre, par ses nouveaux armements, la France dans un état d'infériorité définitif. Il faisait part de la colère provoquée dans les milieux officiels allemands, par les mesures de précaution françaises.

Le mouvement patriotique, écrivait-il, qui s'est manifesté en France a causé dans certains milieux une véritable colère... Le sens des armements actuels s'en trouve éclairé d'une lumière plus vive.

On rencontre des gens qui déclarent les projets militaires de la France extraordinaires et injustifiés... Un membre du Reichstag, et non un énergumène, parlant du service de trois ans en France, allait jusqu'à dire : « C'est une provocation, nous ne le permettrons pas ». De plus modérés... soutiennent couramment la thèse que la France, avec ses quarante millions d'âmes, n'a pas le droit de rivaliser ainsi avec l'Allemagne.

En somme, on est furieux... On enrage de voir que, malgré l'effort énorme entrepris l'année dernière, continué et accru encore cette année, on ne pourra probablement pas encore cette fois mettre la France hors de course.

Nous mettre définitivement hors de course, puisque nous ne voulons ni ne pouvons être avec elle, c'est cela en effet que poursuit l'Allemagne. On ne saurait trop le répéter.

Cet état d'esprit était très nettement exposé dans une note remise à M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, le 30 juillet 1913, d'après les rapports de nos agents diplomatiques et consulaires en Allemagne.

Des observations que nos agents en Allemagne ont pu recueillir auprès de personnes en mesure de pénétrer dans les milieux les plus divers, l'on peut tirer cette conclusion que deux sentiments dominent et irritent les esprits :

1^o Le traité du 4 novembre 1911 serait, pour l'Allemagne, un déboire ;

2^o La France — une France nouvelle — insoupçonnée jusqu'à l'été de 1911 — serait belliqueuse. Elle voudrait la guerre.

Députés de tous les partis du Reichstag, depuis les conservateurs jusqu'aux socialistes, et représentant les contrées les plus différentes de l'Allemagne, universitaires de Berlin, de Halle, d'Iéna et de Marbourg, étudiants, instituteurs, employés de commerce, commis de banque, banquiers, artisans, commerçants, industriels, médecins, avocats, rédacteurs de journaux démocrates et de journaux socialistes, publicistes juifs, membres des syndicats ouvriers, pasteurs et boutiquiers de la Marche de Brandebourg, hobereaux de Poméranie et cordonniers de Stettin fêtant le 505^e anniversaire de leur association, châtélains, fonctionnaires, curés et gros cultivateurs de Westphalie sont unanimes sur ces deux points, sans nuances notables, selon les milieux et les partis. Voici la synthèse de toutes ces opinions :

Le traité du 4 novembre est une défaite diplomatique, une preuve de l'incapacité de la diplomatie allemande et de l'incurie du Gouvernement, si souvent dénoncées, la preuve que l'avenir de l'Empire n'est pas assuré sans un nouveau Bismarck, une humiliation nationale, une déconsidération européenne, une atteinte au prestige allemand, d'autant plus grave que, jusqu'en 1911, la suprématie militaire de l'Allemagne était incontestée et que l'anarchie française, l'impuissance de la République étaient une sorte de dogme allemand.

En juillet 1911, le « coup d'Agadir » posa vraiment, pour la première fois, la question marocaine comme une question nationale, important à la vie et à l'expansion de l'Empire. Les révélations et procès de presse qui suivirent ont suffisamment démontré comment la campagne avait été organisée, quelles convoitises pangermaniques elle avait allumées et quelles rancunes elle a laissées. Si l'Empereur est discuté, le Chancelier impopulaire, M. de Kiderlen, fut l'homme le plus haï de l'Allemagne, l'hiver dernier. Cependant il commence à n'être plus que déconsidéré, car il laisse entendre qu'il prendra sa revanche.

Donc, pendant l'été de 1911, l'opinion publique allemande se cabra en face de l'opinion française pour le Maroc. Et l'attitude de la France, son calme tranquille, son unité morale refaite, sa résolution de faire valoir son droit jusqu'au bout, le fait qu'elle a l'insolence de n'avoir pas peur de la guerre, sont le plus constant, le plus grave sujet d'inquiétude et de mauvaise humeur de l'opinion allemande.

... Les événements de 1911 ont causé une profonde désillusion en Allemagne. Une France nouvelle, unie, résolue, décidée à ne plus se laisser intimider, est sortie du suaire dans lequel on la contemplait, s'ensevelissant depuis dix ans. Avec une surprise mêlée d'irritation, l'opinion publique allemande a découvert que la vaincue de 1870 n'avait cessé depuis de guerroyer, de promener en Asie et en Afrique son drapeau et le prestige de ses armes, de conquérir de vastes territoires ; que l'Allemagne avait vécu d'héroïsme honoraire, que la Turquie est le seul pays où elle ait fait, sous le règne de Guillaume II, des conquêtes morales, bien compromises maintenant par la honte de la solution marocaine. Chaque fois que la France faisait une conquête coloniale, on consolait cette même opinion en disant : « Oui, mais cela n'empêche pas la décadence, l'anarchie, la décomposition de la France à l'intérieur ».

On se trompait et on trompait l'opinion.

NICOLAS II,
Tzar de Russie.GEORGE V,
Roi d'Angleterre.M. POINCARÉ
Président de la République.ALBERT I^{er},
Roi de Belgique.PIERRE I^{er},
Roi de Serbie.

La Désillusion allemande

Pour bien montrer la genèse du programme militaire allemand, le lieutenant-colonel Serret tenait à rappeler ce qu'avait écrit son prédécesseur, le colonel Pellé, un an auparavant, lors de l'apparition de la loi militaire allemande de 1912.

Nous découvrons tous les jours combien sont profonds et durables les sentiments d'orgueil froissé et de rancunes contre nous provoqués par les événements de l'an dernier. Le traité du 4 novembre 1911 est une profonde désillusion.

Le ressentiment éprouvé dans toutes les parties du pays est le même. Tous les Allemands, jusqu'aux socialistes, nous en veulent de leur avoir pris leur part au Maroc.

Il semblait, il y a un ou deux ans, que les Allemands fussent partis à la conquête du monde. Ils s'estimaient assez forts pour que personne n'osât entamer la lutte contre eux. Des possibilités indéfinies s'ouvraient à l'industrie allemande, au commerce allemand, à l'expansion allemande.

Naturellement, ces idées et ces ambitions n'ont pas disparu aujourd'hui. Les Allemands ont toujours besoin de débouchés, d'expansion économique et coloniale. Ils estiment qu'ils y ont droit parce qu'ils grandissent tous les jours, parce que l'avenir leur appartient. Ils nous regardent, avec nos 40 millions d'habitants, comme une nation secondaire.

Dans la crise de 1911, cette nation secondaire leur a tenu tête, et l'Empereur et le Gouvernement ont cédé. L'opinion publique ne l'a pardonné ni à eux, ni à nous. Elle ne veut pas qu'un pareil fait puisse se reproduire.

Et, voici qu'au moment où l'Allemagne allait réaliser la seconde partie de son formidable programme d'armement pour mettre la France hors de course, au moment où elle croyait toucher à l'acquisition de cette infériorité définitive qui « nous forcerait à subir, le cas échéant, l'humiliation ou l'écrasement », la France refusait d'abdiquer. Elle montrait une fois de plus au monde, selon le mot de Renan « son pouvoir éternel de renaissance et de résurrection ».

« On comprend à merveille — ajoutait notre attaché militaire — le dépit allemand ».

L'Exploitation des Souvenirs patriotiques

L'Allemand est féru d'histoire. Comme un parvenu, il aime à recenser et compulser ses titres de propriété et de gloire, ses parchemins de noblesse, à faire l'inventaire du passé. Ses gouvernants n'ont garde d'oublier et de négliger ces petits côtés de la fibre populaire. Elle se laisse chatouiller facilement lorsqu'on l'approche avec de grosses flatteries. On la fit vibrer à cette occasion. 1813 a été la guerre de délivrance de la Prusse et de l'Allemagne. Son centenaire va réchauffer fort à propos le patriotisme.

Notre attaché militaire est à même d'en témoigner.

Il faut constater — écrit-il — que le Gouvernement met tout en œuvre pour chauffer le sentiment national, en fêtant avec éclat tous les anniversaires de 1813.

Le 10 mars dernier, centenaire de l'organisation de la levée en masse de l'Allemagne contre nous, une foule énorme s'est pressée, malgré une pluie battante, à la parade militaire, devant le château, au milieu du Tiergarten devant les statues de la reine Louise et de Frédéric-Guillaume III, entourées de monceaux de fleurs.

Ces souvenirs, rappelant la lutte contre la France, vont se répéter toute l'année. En 1914, on célébrera le centenaire de la première campagne en France, et la première entrée des Prussiens à Paris.

Ce n'est pas d'une façon commémorative et à Berlin ; mais bien d'une manière effective et sanglante, à Paris même, que l'Allemagne a essayé de fêter, cet été-là, le centenaire de 1814 ! L'espoir criminel et fou de cette coïncidence allait à son orgueil démesuré. Mais, à la hauteur de sa monstrueuse prétention, se mesurera la profondeur de sa chute.

L'attaque brusquée contre la France

Notre attaché militaire à Berlin terminait son rapport par cette remarque prophétique :

« Par quelque prétexte que l'Allemagne justifie une conflagration européenne, nul ne peut faire que

les premiers coups décisifs ne soient pas portés contre la France. »

Son collègue près l'ambassade de France, M. de Farmon, attaché naval, confirmait pleinement cette opinion, dans le rapport qu'il adressait au Ministre de la Marine, M. Baudin, à la même date.

Berlin, le 15 mars 1913.

En vous rendant compte de l'examen du budget de la marine par la Commission du Reichstag, j'ai dit qu'aucune loi navale ayant pour objet un accroissement de la flotte ne serait présentée cette année et que tout l'effort militaire serait dirigé contre nous.

... Les effectifs allemands s'élèvent actuellement à 720.000 hommes ; nous sommes autorisés à conclure que, le 1^{er} octobre 1914, l'armée impériale sera portée à un chiffre voisin de 860.000 hommes.

L'importance du chiffre serait moindre si les prévisions de la nouvelle loi (d'après ce que nous ont laissé entrevoir les feuilles officielles) n'avaient pas pour tendance, comme du reste les dispositions de la loi de 1912, de mettre les corps d'armée voisins de notre frontière dans un état aussi rapproché que possible du pied de guerre, afin de pouvoir, le jour même de l'ouverture des hostilités, nous attaquer brusquement avec des forces très supérieures aux nôtres. C'est pour le Gouvernement impérial une nécessité impérieuse d'obtenir un succès dès le début des opérations.

Les conditions dans lesquelles l'Empereur allemand engagerait aujourd'hui une lutte contre la France ne sont plus les mêmes qu'il y a quarante ans. Au début de la guerre de 1870, l'État-Major prussien avait envisagé la possibilité d'une offensive victorieuse des Français et Moltke, prévoyant que nous pourrions à la rigueur, parvenir jusqu'à Mayence, avait dit à son souverain : « Là, ils se heurteront ». Guillaume II ne peut pas admettre une retraite dans ses calculs, quoique le soldat allemand ne soit plus aujourd'hui, comme il y a quarante ans, un homme simple, religieux et prêt à mourir sur un ordre de son roi. Tenant compte des quatre millions de suffrages socialistes exprimés aux dernières élections et du fait que le droit de vote n'est acquis en Allemagne qu'à 25 ans, on peut penser que l'armée active, composée de jeunes gens de 20 à 25 ans, doit comporter dans ses rangs une proportion sérieuse de socialistes.

Certes, ce serait folie de croire que les socialistes allemands lèveront la croix le jour où la France et l'Allemagne en viendront aux mains ; mais il sera extrêmement important, pour le Gouvernement impérial de leur persuader, d'une part que nous sommes les agresseurs, et d'autre part qu'ils peuvent avoir pleine confiance dans le commandement et le résultat.

Lors du dernier serment des recrues de la garde à Potsdam, j'ai été trappé d'entendre l'Empereur prendre pour thème de son discours aux jeunes soldats « le devoir d'être plus courageux et plus disciplinés dans la mauvaise fortune que dans la bonne ».

Et c'est parce qu'une première défaite allemande aurait pour l'Empire une portée incalculable que l'on trouve dans tous les projets militaires élaborés par le grand État-Major l'objectif d'une offensive foudroyante contre la France.

La Couverture financière des Lois militaires

Les nouvelles lois militaires allemandes ne prévoyaient pas seulement un accroissement des effectifs. Elles comportaient, aussi, une augmentation de matériel et des ouvrages de défense, très considérable. Rien que pour ce chapitre, en effet, les dépenses envisagées étaient de 1 milliard 250 millions de francs.

Comment l'Allemagne allait-elle faire face à cette couverture financière ?

Elle eut recours à une imposition extraordinaire sur la fortune acquise, à une véritable contribution à une souscription nationale pour la défense de l'Empire. C'était une loi de salut public, comme si la patrie était en danger.

Comme le remarquait notre attaché naval : « On veut convaincre le peuple de la nécessité du sacrifice et lui rappeler que la France est, aujourd'hui comme il y a cent ans, l'ennemi héréditaire. »

Chose plus grave : « Si le paiement intégral devait être réalisé avant le 1^{er} juillet 1914, il y aurait là pour nous une indication redoutable, car rien ne saurait expliquer une telle hâte des autorités militaires à posséder un trésor de guerre liquide d'un milliard dans leur caisse. »

La vraie Pensée de l'Allemagne

Un rapport officiel et secret, venu d'une « source sûre » et communiqué par M. Etienne, ministre de la Guerre, à M. Jonnart, ministre des Affaires étrangères, à la date du 2 avril 1913, mettait en pleine lumière la vraie pensée de l'Allemagne.

Comme, tous les orgueilleux, elle avait des accès de délire de la persécution. La Conférence d'Algésiras lui « avait enlevé les derniers doutes sur l'existence d'une alliance entre la France, l'Angleterre et la Russie. » Les Français auraient « violé les conventions marocaines » et « amené l'incident d'Agadir ». L'Allemagne devait, en conséquence, « garantir comme il convenait, son influence dans les affaires du monde ». D'où la nouvelle loi militaire et « le complément qui doit la suivre ».

Ni les ridicules crailleries de revanche des chauvins français, ni les grincements de dents des Anglais, ni les gestes désordonnés des Slaves ne nous détourneront de notre but qui est de fortifier et d'étendre le *Deutschthum* (puissance germanique) dans le monde entier.

Son Plan de guerre

L'Allemagne a toujours été pénétrée de ce principe que la guerre doit être menée comme une offensive brusquée et soudaine. Il faut donc habituer la nation à l'idée « qu'une guerre offensive est une nécessité... Il faut mener les affaires de telle façon que, dans la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une situation politique tendue, un déchaînement (*Losschlagen*) soit considéré comme une délivrance, parce qu'après lui viendraient des décades de paix et de prospérité comme après 1870 ».

On s'occupe de la conduite à tenir vis-à-vis des petits États neutres, surtout à la frontière du nord-ouest. S'ils ne veulent pas se soumettre, l'Allemagne sera sans pitié. Elle envisage déjà l'écrasement de la Belgique et même la façon — qu'elle a suivie — d'employer un ultimatum, suivi immédiatement de l'invasion. Elle entend ainsi justifier son action au point de vue du droit des gens !

Vis-à-vis des petits États de notre frontière Nord-Ouest, ce sera pour nous une question vitale, et le but vers lequel il faudra tendre, c'est de prendre l'offensive avec une grande supériorité dès les premiers jours. Pour cela, il faudra concentrer une grande armée, suivie de fortes formations de landwehr, qui détermineront les armées des petits États à nous suivre, ou tout au moins à rester inactives sur le théâtre de la guerre, et qui les écraseraient en cas de résistance armée.

Si l'organisation défensive de la Belgique était établie contre nous, ce qui donnerait des avantages évidents à notre adversaire de l'Ouest, nous ne pourrions, en aucune façon, offrir à la Belgique une garantie de la sécurité de sa neutralité. Un vaste champ est donc ouvert à notre diplomatie pour travailler, dans ce pays, dans le sens de nos intérêts.

Les dispositions arrêtées dans ce sens permettent d'espérer que l'offensive peut être prise aussitôt après la concentration complète de l'armée du Bas-Rhin. Un ultimatum permettra de justifier suffisamment notre action au point de vue du droit des gens.

Tels sont les devoirs qui incombent à notre armée, et qui exigent un effectif élevé. Si l'ennemi nous attaque, ou si nous voulons le dompter, nous ferons comme nos frères d'il y a cent ans ; l'aigle provoqué prendra son vol, saisira l'ennemi dans ses serres acérées, et le rendra inoffensif. Nous nous souviendrons alors que les provinces de l'ancien empire allemand : Comté de Bourgogne et une belle part de la Lorraine, sont encore aux mains des Français ; que des milliers de frères allemands des provinces baltes gémissent sous le joug slave. C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé.

« Ils veulent être toujours prêts »

Cet avertissement était adressé de Berlin par notre ambassadeur, M. J. Cambon, au Ministre des Affaires étrangères, le 6 mai 1913. On venait de traverser de nouveau une crise des plus sérieuses.

Il y a, en Allemagne, écrit M. Cambon, une mesure préparatoire qui n'existe pas chez nous et qui consiste à prévenir les officiers et les hommes de la réserve de se tenir prêts pour l'appel, afin qu'ils puissent prendre les arrangements qui leur sont nécessaires. C'est un « garde à vous »

général, et il faut l'incroyable esprit de soumission, de discipline et de secret qui existe en ce pays, pour qu'une pareille disposition puisse exister. Si un pareil avertissement était donné en France, le pays frémirait tout entier et la presse le dirait le lendemain.

Cet avertissement a été lancé, en 1911, au cours des négociations que je poursuivais sur le Maroc.

Or, il a été lancé de nouveau, il y a une dizaine de jours, c'est-à-dire au moment de la tension austro-albanaise.

La pensée de l'État-Major général est d'agir par surprise. « Il faut laisser de côté, a dit le général de Moltke, les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté. Le succès seul la justifie ».

Voilà exactement l'état d'âme des milieux militaires, qui répond à l'état d'âme des milieux politiques, ceux-ci ne considérant pas la Russie, au contraire de nous, comme un ennemi nécessaire.

Voilà ce qu'on pensait et disait entre soi il y a quinze jours.

Il faut retenir de cette aventure la leçon que renferment les faits que j'ai présentés plus haut : ces gens-ci ne craignent pas la guerre, ils en acceptent pleinement la possibilité et ils ont pris leurs mesures en conséquence. Ils veulent être toujours prêts.

La Guerre inévitable

C'était là l'opinion générale, en Allemagne, d'après les rapports de nos agents diplomatiques et consulaires, analysés dans la note remise à M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères.

Même les partisans de la paix dans la masse croient à la guerre, parce qu'ils ne voient pas de solution à la situation actuelle. Dans certains contrats, notamment dans les contrats d'éditeurs, on a introduit la clause de résiliation en cas de guerre. Ils espèrent cependant que la volonté de l'Empereur, d'une part, et les difficultés de la France au Maroc, d'autre part, sont pour quelque temps des garanties de paix. Quoi qu'il en soit, leur pessimisme laisse libre jeu aux partisans de la guerre.

On parle quelquefois de parti militaire allemand. L'expression est inexacte, même pour dire que l'Allemagne est le pays de la suprématie du pouvoir militaire, comme on dit que la France est le pays de la suprématie du pouvoir civil. Il y a un état d'esprit plus digne d'attention que ce fait historique, parce qu'il constitue un danger plus évident et plus prochain. Il y a un parti de la guerre, avec des chefs, des troupes, une presse convaincue ou payée pour fabriquer l'opinion, des moyens variés et redoutables pour intimider le Gouvernement. Il agit sur le pays avec des idées claires, des sentiments ardents, une volonté frémissante et tendue.

Les partisans de la guerre se divisent en plusieurs catégories, chacun tire de sa caste, de sa classe, de sa formation intellectuelle et morale, de ses intérêts, de ses rancunes, des raisons particulières qui créent un état d'esprit général et accroissent la force et la rapidité du courant belliqueux.

Les uns veulent la guerre parce qu'elle est inévitable, étant données les circonstances actuelles. Et pour l'Allemagne, il vaut mieux plus tôt que plus tard.

D'autres la considèrent comme nécessaire pour des raisons économiques tirées de la surpopulation, de la surproduction, du besoin de marchés et de débouchés ; ou pour des raisons sociales : la diversion à l'extérieur peut seule empêcher ou retarder la montée vers le pouvoir des masses démocratiques et socialistes.

Le parti de la noblesse veut la guerre par intérêt de caste. La grande bourgeoisie, représentée par le parti national libéral, n'a pas les mêmes raisons que les hobereaux de vouloir la guerre. Elle est belliqueuse cependant, car elle a ses raisons d'ordre social. La France est restée, pour elle, le foyer de la révolution. Or, cette bourgeoisie enrichie a peur du mouvement démocratique.

L'université, exception faite pour quelques esprits distingués, développe une idéologie guerrière. Les économistes démontrent à coups de statistiques la nécessité pour l'Allemagne d'avoir un empire colonial et commercial qui réponde au rendement industriel de l'Empire. Il y a des sociologues fanatiques qui vont plus loin. La paix armée, disent-ils, est un écrasant fardeau pour les nations, elle empêche l'amélioration du sort des masses et favorise la poussée socialiste. La France, en s'obstinant à vouloir la revanche, s'oppose au désarmement. Il faut une loi pour toutes la réduire à l'impuissance pour un siècle, c'est la meilleure et la plus rapide façon de résoudre la question sociale.

Historiens, philosophes, publicistes politiques et autres apologistes de la « *deutsche Kultur* » veulent imposer au monde une manière de sentir et de penser qui soit spécifiquement allemande. Ils veulent conquérir la suprématie intellectuelle qui, de l'avis des esprits lucides, reste à la France. C'est à cette source que s'alimente la phraséologie des pangermanistes comme aussi les sentiments et les contingents des *Kriegesvereine*, des *Wehrvereine* et autres associations de ce genre, trop connues pour qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point. Il convient de noter seulement que le mécontentement causé par le traité du 4 novembre a considérablement accru le nombre des membres des sociétés coloniales.

Il y a enfin les partisans de la guerre par rancune, par ressentiment. Ce sont les plus dangereux. Ils se recrutent surtout parmi les diplomates. Les diplomates allemands ont une très mauvaise presse dans l'opinion publique. Les plus acharnés sont ceux qui, depuis 1905, ont été mêlés aux négociations entre la France et l'Allemagne ; ils accumulent et additionnent les griefs contre nous, et un jour, ils présenteront des comptes dans la presse belliqueuse. On a l'impression que c'est surtout au Maroc qu'ils les chercheront, bien qu'un incident soit toujours possible sur tous les points du globe où la France et l'Allemagne sont en contact.

Il leur faut une revanche, car ils se plaignent d'avoir été dupés. Pendant la discussion de la loi militaire, un de ces diplomates belliqueux déclarait : « L'Allemagne ne pourra causer sérieusement avec la France que quand elle aura tous ses hommes valides sous les armes ».

Comment s'engagera cette conversation ? C'est une opinion assez répandue, même dans les milieux pangermanistes, que l'Allemagne ne déclarerait pas la guerre, étant donné le système d'alliances défensives et les dispositions de l'Empereur. Mais quand le moment sera venu, il devra, par tous les moyens, contraindre la France à l'attaquer. On l'offensera, s'il le faut. C'est la tradition prussienne.

Faut-il donc tenir la guerre pour fatale ?

A la vérité, l'alliance russe et l'entente cordiale

donnent quelque peu à réfléchir à l'Allemagne. Mais, si la flotte anglaise est justement redoutée, on admet, comme un axiome, que c'est sur terre que se régleraient les comptes décisifs. On ne croit pas que le concours de la Russie soit assez rapide et assez énergique pour être efficace.

Les esprits s'habituent ainsi, en Allemagne, à considérer la prochaine guerre « comme un duel entre la France et l'Allemagne ».

La Capitulation de l'Empereur

Enfin, le dernier — et le plus grave — avertissement de notre ambassadeur était celui qui annonçait que le kaiser avait décidément capitulé devant le parti grandissant de la guerre. Cette certitude provenait d'une conversation tenue par Guillaume II avec le roi des Belges, en présence du chef de l'état-major, von Moltke.

Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils qui flatte les passions des pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde égale à sa puissance. Peut-être aussi la

réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir sans conteste la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ces amertumes, car, quoi qu'on dise, on sent qu'on ne peut guère aller plus loin.

On peut se demander ce qu'il y a au fond de cette conversation. L'Empereur et son Chef d'État-Major Général ont pu avoir pour objectif d'impressionner le Roi des Belges et de le disposer à ne point opposer de résistance au cas où un conflit avec nous se produirait. Peut-être aussi voudrait-on la Belgique moins hostile à certaines ambitions qui se manifestent ici à propos du Congo belge, mais cette dernière hypothèse ne me paraît pas concorder avec l'intervention du Général de Moltke.

Au reste, l'Empereur Guillaume est moins maître de ces impatiences qu'on ne le croit communément. Je l'ai vu plus d'une fois laisser échapper le fond de sa pensée. Quel qu'ait été son objectif dans la conversation qui m'a été rapportée, la confiance n'en a pas moins le caractère le plus grave. Elle correspond à la précarité de la situation générale et à l'état d'une certaine partie de l'opinion en France et en Allemagne.

S'il m'était permis de conclure, je dirais qu'il est bon de tenir compte de ce fait nouveau que l'Empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et que, pour lui emprunter une locution qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche.

De l'Attentat de Serajevo à la Note autrichienne

(28 JUIN - 23 JUILLET 1914)

L'Assassinat de l'Archiduc-héritier d'Autriche

Le 28 juin, dans l'après-midi arrivait, à Paris, la nouvelle de l'assassinat de l'Archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand et de sa femme, la duchesse de Hohenberg.

L'archiduc s'était rendu en Bosnie-Herzégovine, pour y assister aux grandes manœuvres. Celles-ci s'étaient terminées la veille, après avoir duré deux jours. Elles avaient donné pleine satisfaction à l'héritier du trône. Il avait adressé un ordre du jour à l'armée, transmis à l'inspecteur général Potiorek — qui devait plus tard, se faire battre par les Serbes — exprimant toutes ses félicitations aux généraux, officiers et soldats des 15^e et 16^e corps.

Le bruit, cependant, d'un complot, avait couru les jours précédents. On sut, plus tard, que le ministre de Serbie, à Vienne, M. Jovanovitch s'était présenté au Ballplatz et avait recommandé d'empêcher le voyage de l'Archiduc, parce que le Gouvernement serbe croyait savoir qu'un attentat se préparait contre sa personne. Mais l'Archiduc déclara qu'il voulait diriger les manœuvres de Bosnie et que, d'ailleurs, les préparatifs de son voyage étaient trop avancés pour qu'il put y renoncer sans soulever de commentaires.

Quoi qu'il en soit, à l'issue des manœuvres, l'Archiduc et sa femme avaient été reçus en grande pompe à Serajevo. Le matin, au moment où ils se rendaient à l'hôtel de ville pour la réception par la municipalité, une première bombe fut jetée sur leur voiture. L'Archiduc fit de la main un geste machinal qui la repoussa, et elle alla éclater sur une seconde automobile où se trouvaient le comte Waldeck et un autre officier, qui furent, tous deux, légèrement blessés.

Le bruit de ce premier attentat se répandit dans la foule comme une trainée de poudre. Sur le reste du parcours, l'archiduc et sa femme furent l'objet de chaleureuses ovations.

Le *Temps* du 30 juin rendait compte ainsi du drame qui se passa alors :

Le conseil municipal, avec le bourgmestre à sa tête, reçut l'archiduc héritier et sa femme. Le bourgmestre voulut prononcer une allocution et, comme il ouvrait la bouche, l'archiduc lui dit à haute voix :

« Monsieur le bourgmestre, on arrive à Serajevo pour faire une visite et on vous lance une bombe : c'est indigne ! »

Après une pause, il ajouta :

« Eh bien, maintenant, vous pouvez parler. »

Le bourgmestre prononça alors son allocution ; l'archiduc lui répondit en ces termes :

« C'est avec un plaisir particulier que j'accepte ici l'assurance de votre fidélité inébranlable et de votre attachement à Sa Majesté notre empereur et roi et que je vous remercie, monsieur le bourgmestre, avec joie, des ovations enthousiastes que la population nous a réservées. De plus, j'y vois l'expression de la joie que cause la non-réussite de l'attentat. »

« Je vous exprime la satisfaction sincère qui m'a été donnée de pouvoir personnellement me rendre compte du développement heureux de ce magnifique pays, développement auquel j'ai toujours pris le plus vif intérêt. »

Continuant en langue serbo-croate, l'archiduc-héritier a dit :

« Je vous prie d'adresser à la population de cette belle capitale de la Bosnie, mes salutations les plus cordiales et de l'assurer de mon attachement inébranlable. »

Après être resté à l'hôtel de ville environ une demi-heure, l'archiduc voulut se rendre à l'hôpital militaire pour faire visite au lieutenant-colonel blessé par la bombe. Il remonta donc en automobile avec la duchesse, sa femme.

Le second Attentat

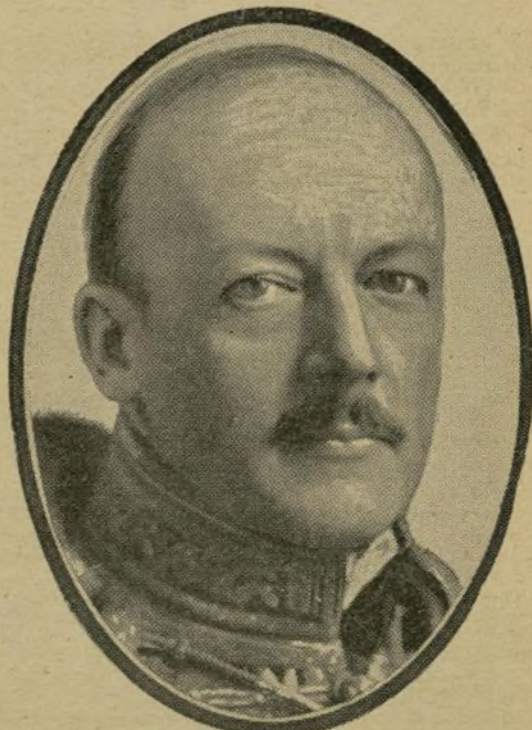
Comme l'archiduc François-Ferdinand était arrivé à l'angle de la rue François-Joseph et de la rue Rudolf, un jeune homme, qu'on a su depuis se nommer Garilo Prinzip, se précipita contre la voiture et rapidement tira deux coups de revolver.

Le premier coup transperça la paroi de l'automobile et pénétra dans le côté droit du ventre de la duchesse ; le deuxième coup atteignit l'archiduc héritier à la gorge et transperça l'artère carotide.

La duchesse perdit connaissance et tomba sur les genoux de l'archiduc. L'archiduc perdit aussi connaissance au bout de quelques secondes. C'étaient deux mourants que l'automobile emporta à toute vitesse au konak.

Dans l'automobile se trouvaient, en plus de l'archiduc et de sa femme, le commandant du corps d'armée de la région et le comte Harrach, lequel conduisait l'automobile, ainsi que le chef du cabinet militaire de l'archiduc, le colonel Bardolf et un commandant.

L'attentat a été commis avec une rapidité inouïe. Beau-



Le Comte BERCHTOLD, Ministre des Affaires Étrangères d'Autriche-Hongrie.

coup de gens qui se trouvaient là n'ont pas entendu les détonations.

La rue, à cet endroit, est assez étroite et l'assassin a pu tirer de très près.

Quelques personnes avaient remarqué que Prinzip stationnait depuis un moment à l'endroit d'où il devait tirer, et qu'il gardait la main dans sa poche.

La Mort

Dès l'arrivée des blessés au konak, deux médecins leur prodiguèrent immédiatement des soins, mais on vit bientôt que tout secours médical serait inutile. L'archiduc et la duchesse expirèrent sans avoir, croit-on, repris connaissance. Un prêtre appelé dit la prière des morts.

Les deux corps restent provisoirement au konak et ont été disposés sur un lit de parade.

Après l'attentat, une immense agitation s'empara de la foule ; beaucoup de gens pleuraient. Pendant toute la journée, de gros rassemblements se sont formés sur les lieux des deux attentats.

Des détails ultérieurs, donnés par les témoins des derniers instants de l'archiduc permirent de savoir cette chose touchante : Sa dernière pensée avait été pour sa femme et ses derniers mots, ceux-ci : « Sophie, il faut te garder pour les enfants. »

Le mariage de l'archiduc avait été, en effet, un roman d'amour. Il avait épousé la comtesse Chotek, de

grande noblesse tchèque, malheureusement ruinée. Il l'avait connue alors qu'elle était lectrice, chez la femme de son cousin à lui, l'archiduc Frédéric. Il s'en était épris follement. Sa passion brava toutes les oppositions, même celle de l'empereur, son oncle, et surmonta tous les obstacles. Son union ne put être quemorganatique. Héritier du trône d'Autriche, il dut, en raison de la Constitution autrichienne, admettre l'exclusion de sa femme du trône de la monarchie et celle de ses enfants à la succession de ce même trône.

Les Assassins

Garilo Prinzip, auteur de l'attentat qui a réussi, ajoutait notre confrère, est âgé de dix-neuf ans ; il est né à Grahovo, dans le district de Luvno.

Lors de son interrogatoire, il avoua qu'il avait depuis longtemps l'intention de tuer quelque haute personnalité pour des motifs de mécontentement national. Il a attendu le passage de l'archiduc héritier, sur le quai de la cour d'appel, et, lorsque l'automobile, revenant de l'hôtel de ville, prit l'angle de la rue pour s'engager dans l'avenue François-Joseph et dut ralentir sa marche, il tira.

Prinzip ajouta qu'il avait hésité un moment lorsqu'il vit que la duchesse de Hohenberg se trouvait dans l'automobile, mais il se décida bientôt à tirer ses deux coups de revolver. Il ne avait eu des complices.

Prinzip a encore déclaré : « Je suis un adversaire de l'impérialisme autrichien. L'archiduc héritier incarnait cet impérialisme. C'est pour cela que je l'ai frappé ».

A quelques mètres du lieu où le second attentat fut perpétré, on trouva une bombe qui n'avait pas fait explosion. Elle provient d'un complice, qui l'a laissée là quand il a vu que la besogne était déjà faite.

Quant à Cabrinovitch qui lança la bombe, c'est le fils d'un hôtelier de Serajevo ; il appartient à un groupe d'anarchistes. Il s'est rendu à Belgrade, il y a quatre mois et il a travaillé à l'imprimerie nationale. D'après des renseignements télégraphiés au *Berliner Tageblatt*, il était de retour à Serajevo depuis quatre semaines. Lors de son arrestation et de son interrogatoire, il refusa d'indiquer les motifs auxquels il avait obéi.

L'épilogue de cette ténébreuse affaire eut lieu quatre mois plus tard. Le 28 octobre 1914, cinq des accusés furent condamnés à mort. Chose étrange, Prinzip et Cabrinovitch ne furent condamnés qu'à vingt ans de travaux forcés. Les condamnés à mort furent de prétendus complices en instigateurs.

L'Émotion à Vienne

La nouvelle fut d'abord tenue secrète durant quelques heures à Vienne, et ne commença à transpirer et à se répandre dans la ville que dans le courant de l'après-midi. Son caractère tragique contrastait étrangement avec l'animation d'un beau dimanche de juin. Aussitôt, toutes les fêtes furent décommandées et la consternation régna dans tous les milieux. Les journaux s'abstinrent le premier jour, de toute considération politique et ne furent remplis que des sentiments de tristesse qu'inspirait le deuil de la monarchie.

Le correspondant du *Temps* lui télégraphiait :

L'officieux *Fremdenblatt* écrit :

Nous pensions avoir traversé les périodes les plus tragiques quand la mort nous avait enlevé dans la force de la jeunesse et de l'activité le prince héritier Rodolphe, l'espoir de toute l'Autriche. Nous croyions avoir bu le calice jusqu'à la lie quand notre impératrice bien-aimée est tombée à Genève sous le poignard d'un fanatique. Le destin nous réservait encore ce nouveau coup.

Le *Fremdenblatt* rappelle les services que l'archiduc défunt a rendus à l'armée et rapproche de lui sa femme « qui fut toujours sa compagne et partagea jusqu'au bout sa destinée ». L'idylle commencée dans les roses du parc de Konopischt est suivie d'une journée bien noire. Du moins le couple est resté uni dans la mort comme il l'avait souhaité. Enfin le *Fremdenblatt* voit une légère consolation au deuil dans l'unanimité avec laquelle toute la monarchie manifeste sa tristesse.

Le *Neues Wiener Tagblatt* écrit :

L'archiduc François-Ferdinand est mort en accomplissant son devoir de soldat.

La *Nouvelle Presse libre* donne ces détails caractéristiques :

Bien qu'il n'ait jamais été empereur, qu'il n'ait point porté le sceptre, la monarchie perd en lui une source d'énergie qui, appliquée comme il faut et dirigée par l'expérience d'un âge plus avancé, aurait pu lui être très utile dans les heures graves.

L'archiduc n'avait pas le don de se concilier la popularité à laquelle il aspirait si profondément et qui allait d'elle-même au prince héritier Rodolphe, auquel on pense encore aujourd'hui involontairement. Il y a quelque temps, il accorda plusieurs poses à un de nos graveurs les plus célèbres et l'artiste le pria en souriant, de ne point donner à ses traits une expression aussi sévère.

« Je ne puis regarder aimablement », répondit l'archiduc, et ces mots dissimulèrent beaucoup de blessures intérieures et de tristesses cachées.

La *Gazette de Vienne*, officielle, paraît encadrée de noir. Elle rappelle avec quel zèle l'archiduc s'est consacré aux devoirs de sa charge. La réorganisation de l'armée, l'augmentation de la flotte sont en grande partie son œuvre. Tout ce qui touchait à la grandeur de la monarchie et au bonheur des populations l'intéressait au plus haut point.

Le deuil qui accompagne sa disparition est aussi grand que le respect et l'amour dont il fut entouré pendant sa vie.

En ces heures pleines de tristesse, chacun accorde un hommage de respectueuse sympathie au vénérable souverain pour qui la destinée s'est montrée si cruelle.

La douleur qui emplit tous les cœurs est un lien de plus

entre le peuple et l'auguste famille impériale. Depuis des siècles, l'union intime entre le souverain et son peuple, la fidélité de celui-ci à la dynastie, le dévouement de tous les citoyens constituent la base solide sur laquelle repose la monarchie austro-hongroise.

Aujourd'hui les populations de l'Autriche-Hongrie renouvellent le vœu de défendre à jamais l'éclat de la couronne et l'honneur de la monarchie.

En Hongrie, et bien que l'Archiduc n'y ait jamais fait un long séjour, l'émotion également fut sincère.

L'Impression en Allemagne

La nouvelle de l'attentat parvint à l'empereur Guillaume alors qu'il était à bord de son yacht, le *Meleor*, prenant part à une régate à Kiel. Il rentra immédiatement à Berlin et il parut à la foule, grave et préoccupé. Avait-il déjà la vision de la tragédie sanglante et mondiale, qui allait sortir, par sa faute et celle de ses conseillers, du drame de Serajevo ?

Les commentaires des journaux berlinois furent, cependant, tout d'abord réservés. Nul n'hésitait, pourtant, à reconnaître la gravité de la catastrophe.

Le *Berliner Lokal-Anzeiger* écrivait :

Nous devons nous efforcer de comprendre quelles conséquences cet épouvantable malheur peut avoir pour la monarchie alliée et pour nous-mêmes. Chacun dut éprouver des sentiments très pessimistes en apprenant la



M. Von JAGOW,
Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères
d'Allemagne.

fatale nouvelle. A considérer les choses de plus près, on doit pourtant se rendre compte que les suites de cet événement sont moins graves qu'il n'y paraît tout d'abord. Assurément la perte de l'archiduc est irréparable. La succession d'Autriche-Hongrie est cependant parfaitement ordonnée et assurée. Le futur héritier du trône est presque un inconnu, mais rien n'autorise à dire qu'il ne sera pas à la hauteur de sa tâche. Il connaît déjà les différentes langues en usage en Autriche-Hongrie. Il est au courant de son métier militaire. On ne saurait douter qu'il ne soit fidèle aux traditions de la Triple-Alliance et de l'amitié allemande.

Le *Berliner Tageblatt* disait :

Ce crime politique va accentuer encore le contraste des nationalités à l'intérieur de la monarchie. Tout ce qui pourra résulter de cet attentat, du point de vue de la politique étrangère, disparaît devant les conséquences possibles qu'il pourra avoir dans le domaine de la politique intérieure.

On doit espérer que l'empereur François-Joseph pourra supporter cette épreuve terrible. Tant qu'il vivra, la monarchie pourra résister plus aisément aux secousses qui pourraient résulter du meurtre de Serajevo.

La *Gazette de Voss* s'exprimait ainsi :

Evidemment personne ne connaît le nouvel héritier du trône. Il en résultera quelques hésitations dans les calculs de la diplomatie. Cependant on peut être certain que les intérêts des peuples continueront d'être dans l'avenir les facteurs essentiels de la politique et que le nouvel héritier du trône sera partisan tout aussi ferme que celui qui vient de mourir, de la Triple-Alliance et de l'amitié allemande.

Les *Dernières Nouvelles de Berlin* déclaraient :

Ce coup frappe la monarchie dualiste jusque dans la moelle. Elle allait trouver un souverain digne de sa tâche ; une énergie nouvelle semblait animer ce grand corps dont on redoutait la léthargie ; l'archiduc héritier François-Ferdinand jouait un rôle essentiel dans l'empire. Pour le moment on ne saurait dire quelles seront les conséquences de l'attentat de Serajevo.

En France

En France, les grands organes de l'opinion rendaient justice au disparu. On s'inclinait respectueusement devant la douleur du vieil empereur François-Joseph. En apprenant, à Ischl où il venait de se rendre la veille, la nouvelle de l'attentat, le monarque octogénaire s'était mis à pleurer, et s'effondra en pronon-

cant ces seuls mots : « Affreux ! affreux ! Sur cette terre, rien ne m'aura été épargné ! »

Notre collaborateur, M. Jean Meneval, traçait, dans le numéro d'*Excelsior* du 29 juin, un portrait de celui qu'il appelait justement :

Un Prince soldat

L'archiduc François-Ferdinand n'était point, par sa naissance, appelé à prendre la succession des Habsbourg. Il fallut un concours de circonstances imprévu pour que cette double couronne impériale et royale, lui fut destinée ; l'origine de ces circonstances fut le drame de Meyerling, où mourut, dans des conditions demeurées mystérieuses, l'archiduc Rodolphe, fils de l'empereur François-Joseph.

L'archiduc Charles, frère du souverain, devint héritier de droit ; mais c'était un homme qui ne s'estimait pas susceptible d'accepter une si lourde tâche. Préférant poursuivre dans le silence ses études philosophiques, il renonça à un pouvoir qui l'effrayait par avance, et il transmit ainsi ses droits à son fils, l'archiduc François-Ferdinand.

Ce ne fut point toutefois chose facile pour le nouvel héritier d'arriver à conquérir la confiance entière et intime de son oncle l'empereur.

... Son activité qui s'étendait aux hommes et aux choses de l'armée, l'archiduc héritier l'avait appliquée à tout ce qui touche la marine... Comment s'étonner, dès lors, de la popularité extraordinaire dont a joui l'archiduc dans le corps des officiers de l'armée et de la marine, où sa mort sera particulièrement ressentie ? Il fut le chef et, mieux encore, l'âme du parti militaire.

Les Inquiétudes politiques

Chose curieuse, pourtant, les journaux de Vienne, au lendemain immédiat de l'attentat ne songèrent pas à attiser la colère populaire en Autriche contre la Serbie.

Cependant, d'incalculables violences s'étaient déjà produites à Agram. Les demeures des Serbes avaient été mises au pillage. On estimait les pertes à deux millions de couronnes. Le ministre de Serbie en Autriche avait reçu des menaces de mort. Les étudiants de Vienne avaient parcouru la ville en criant : « A bas la Serbie ! A bas Pierre ! A bas Alexandre ! A bas les assassins ! » Néanmoins, la *Nouvelle Presse libre* publiait à ce sujet, un article irréprochable de fond et de forme.

« I a plus grande faute, dit-elle, que nous puissions commettre serait de faire de l'attentat le point de départ d'une politique hostile aux Serbes de la monarchie et de réaliser ce que voulaient précisément les meurtriers, dont le but était de creuser un abîme entre le peuple serbe et la monarchie. Toute vengeance tirée de l'attentat par une persécution politique générale ne pourrait que faire le jeu de l'agitation irrédentiste ».

La *Zeit* n'était pas moins nette :

« Il ne faut pas, conseillait-elle, dépasser le but et se laisser entraîner à une sorte de proscription de l'élément serbe. La nationalité en Bosnie est encore liée à la confession, et en laissant s'aggraver les conflits nationaux à l'intérieur du pays, on risquerait de déclencher une odieuse guerre de religion, qui compromettrait l'œuvre civilisatrice de l'Autriche en Bosnie ».

Malheureusement les autorités de la Bosnie-Herzégovine paraissent plus accessibles aux appels de vengeance de la *Reichspost*. On parlait d'un grand complot serbe. On procédait à des arrestations en masse de Serbes et de Bosniaques à Serajevo. On arrêtait, également, des Monténégrins, prétendus suspects.

L'assassin, cependant, immédiatement interrogé, avait déclaré énergiquement n'avoir eu aucun complice, avoir agi par patriotisme et par haine de l'autocratie austro-hongroise. Il n'ait avoir été en relations avec l'auteur du premier attentat, arrêté également.

Chose étrange et qui donne à penser aujourd'hui, les journaux allemands des jours suivants insistaient sur les conséquences graves que pouvait avoir cet attentat au point de vue intérieur de la monarchie dualiste. Mais les répercussions futures possibles de cette mort, en ce domaine, les inquiétaient précisément à l'égard de l'influence qu'elles pouvaient avoir sur l'action extérieure de l'Autriche-Hongrie. En un mot, l'alliée, affaiblie à l'intérieur par cette crise, pourrait-elle, au jour décisif, apporter à l'Allemagne le même appui qu'auparavant ?

C'est donc un fait patent, que les sphères politiques allemandes ont, dès le premier jour, envisagé que l'avenir de la monarchie dualiste n'était plus aussi sûr qu'auparavant, l'aide et l'appui militaire sur lequel comptait le Gouvernement impérial risquait d'être affaibli.

Qui sait si ce n'est pas, en partie, cette considération qui a pesé d'un grand poids sur l'attitude intransigeante ultérieure de l'Allemagne et l'a peut-être même poussée à risquer son va-tout avant la mort du vieil empereur François-Joseph ? Qui pourra, jamais, mesurer l'influence de ce fâcheux incident qui, à coup sûr, ne fut pas inpondérable.

En tous cas, la presse anglaise se faisait, d'ores et déjà l'écho de ces préoccupations.

Le *Daily Graphic* écrivait : « La mort de l'archiduc est un grand malheur pour l'Autriche et pour l'Europe tout entière. » Le *Daily News* disait :

Dans une mosaïque comme l'Autriche où en dehors de l'armée, il n'y a aucune grande institution nationale, la couronne et la personnalité du chef de l'État sont en réalité le seul ciment qui maintienne l'unité de la monarchie. Le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand est un coup sérieux pour la stabilité de cet empire. Sans doute, il ne faut pas se laisser aller à un pessimisme trop facile. Mais il est indiscutable que l'avenir de la monarchie est plus sombre qu'il ne l'était il y a quelques années, et le crime de Serajevo l'a encore assombri.

Et le grand organe de la Cité, le *Times*, pensait

que cet assassinat pouvait avoir des conséquences sérieuses, immédiates. Il était à craindre qu'il fut suivi de représailles dans les provinces du sud de l'Autriche. Et ces mesures « ne seraient pas de nature à faciliter les rapports de l'Autriche avec la Serbie. »

La question immédiate qui se pose, disait-il, est celle des possibles conséquences du meurtre de Serajevo, sur les Slaves du sud.

Les derniers télégrammes laissent entendre que les meurtriers faisaient partie d'un vaste complot, et la façon dont le meurtre a été commis, les attentats successifs rendent cette supposition vraisemblable. Il est à croire que les événements d'hier ne tendent à donner plus d'influence aux adversaires de toute participation des Slaves du sud aux affaires. Mais plus les Slaves du sud verront leurs espoirs diminuer, plus les dangers d'une explosion finale deviennent grands.

Déjà les Serbes s'agitent sous la répression. S'ils voient leurs espoirs coupés dans une direction, il est à craindre que ces espoirs ne se retournent d'un autre côté. Pour le moment l'impression qui se dégage du crime de Serajevo est avant tout une impression d'horreur, mais il faut reconnaître que ce crime assombrit l'horizon politique de l'Autriche-Hongrie.

La Serbie, en effet, se révoltait déjà à l'idée qu'on voulait la rendre responsable du crime d'un fanatique. Elle rappelait, avec amertume, les persécutions autrichiennes en Bosnie, et ne cachait pas que l'esprit de la jeunesse des écoles et de l'armée était déjà très monté en Serbie.

C'est dans cette atmosphère trouble de craintes et de suspensions que la Note de l'Autriche à la Serbie allait éclater comme un coup de tonnerre dans un ciel d'orage surchargé d'électricité.

Vienne, après l'attentat

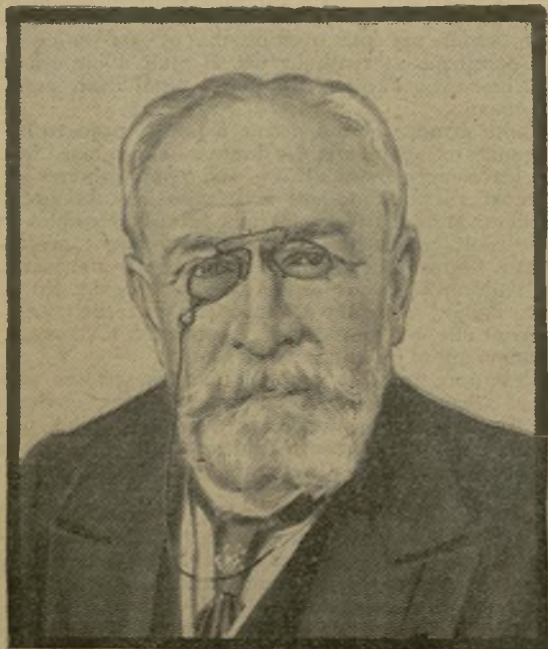
Dès le 2 juillet, notre ambassadeur à Vienne, M. Dumaine, télégraphiait à Paris, que l'Autriche avait l'intention d'exiger une enquête du gouvernement de Belgrade, « dans des conditions intolérables pour sa dignité ». Un refus serait alors le grief qui permettrait de procéder à une exécution militaire.

Pourtant notre ambassadeur à Saint-Petersbourg, M. Paléologue, était en mesure, le 6 juillet, d'informer notre gouvernement des conseils donnés par M. Sazonoff à l'Autriche. « Aucun pays plus que la Russie, avait dit celui-ci au chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie, n'a eu à souffrir des attentats préparés sur un territoire étranger. Avons-nous jamais prétendu employer contre un pays quelconque les procédés dont vos journaux menacent la Serbie ? Ne vous engagez pas dans cette voie ».

A Vienne, cependant, il régnait un optimisme officiel de confiance, qui contrastait, malheureusement, avec de sérieux préparatifs militaires en Hongrie.

De plus, le grand organe nationaliste et militaire, la *Militärische Rundschau*, avait sans ambages l'espoir secret des milieux gouvernementaux :

L'instant nous est encore favorable. Si nous ne nous décidons pas à la guerre, celle que nous devons faire dans deux ou trois ans au plus tard s'engagera dans des circonstances beaucoup moins propices. Actuellement, c'est à nous qu'appartient l'initiative : la Russie n'est pas prête, les facteurs moraux et le bon droit sont pour nous, de même



M. BIENVENU-MARTIN,
Vice-Président du Conseil, assurant l'intérim du
Ministère des Affaires Étrangères
pendant le voyage de M. Viviani à Pétrograd.

que la force. Puisqu'un jour nous devons accepter la lutte, provoquons-la tout de suite. Notre prestige, notre situation de grande Puissance, notre honneur sont en question : plus encore, car vraisemblablement il s'agirait de notre existence, d'être ou de ne pas être, ce qui est réellement aujourd'hui la grande affaire.

Un rapport consulaire daté de Vienne, le 20 juillet, ne cachait pas, d'ailleurs, à notre gouvernement, que les pires éventualités devaient être envisagées.

Il résulte de renseignements fournis par une personnalité

particulièrement au courant des nouvelles officielles que le Gouvernement français aurait tort de s'en rapporter aux semeurs d'optimisme : « on exigera beaucoup de la Serbie, on lui imposera la dissolution de plusieurs sociétés de propagande, on la sommera de réprimer le nationalisme, de surveiller la frontière en collaboration avec des commissaires autrichiens, de faire la police des écoles au point de vue de l'esprit anti-autrichien, et il est bien difficile qu'un Gouvernement accepte de se faire ainsi le sergent de ville d'un Gouvernement étranger. On compte avec les échappatoires par lesquelles la Serbie voudra sans doute esquiver une réponse claire et directe ; c'est pourquoi on lui fixera peut-être un délai bref pour déclarer si elle accepte oui ou non. La teneur de la Note et son allure impérative garantissent presque sûrement que Belgrade refusera. Alors, on opérera militairement. »

Il y a ici, et pareillement à Berlin, un clan qui accepte l'idée du conflit à dimensions généralisées, en d'autres termes, la conflagration. L'idée directrice est probablement qu'il faudrait marcher avant que la Russie ait terminé ses grands perfectionnements de l'armée et des voies ferrées, et avant que la France ait mis au point son organisation militaire... Mais, tout doit être envisagé comme possible ».

Pendant ce temps, la Serbie se tournait vers Berlin. Son représentant déclarait que le gouvernement serbe était prêt à accueillir la requête de l'Autriche, motivée par l'attentat de Serajevo, mais qu'il serait dangereux de chercher, par cette enquête, à porter atteinte au prestige de la Serbie.

Attitude équivoque de l'Allemagne

Au même moment, comme en 1911, au cours des négociations du Maroc ; comme en 1913, au moment de la tension austro-albanaise, les avis préliminaires de mobilisation qui doivent mettre l'Allemagne dans une sorte de « garde à vous », pendant les époques de tension, avaient été adressés aux classes qui doivent les recevoir en pareil cas.

On avait là une preuve que le gouvernement impérial voulait être prêt à tout. Et pourtant, le secrétaire d'Etat, M. de Jagow affirmait officiellement à notre ambassadeur, comme aux autres membres du corps diplomatique, qu'il ignorait absolument le contenu de la note qui devait être remise par l'Autriche. Depuis, les déclarations officielles et formelles de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne ont fourni la preuve que l'Allemagne a connu et approuvé la teneur de la note qui devait amener inévitablement la guerre européenne. La presse allemande elle-même l'a avoué. Le célèbre pamphlétaire, Maximilien Harden, dans le numéro du 1^{er} août de sa revue *die Zukunft*, a écrit ceci que nous donnons ici pour la première fois en français :

« S'il était seulement possible d'imaginer que le chancelier ne connût pas, jusque dans ses moindres détails, la note adressée à Belgrade, alors nous n'eussions été que les valets de l'Autriche. Ce qui est vrai, c'est que tout était arrangé entre Berlin et Vienne ».

Vains efforts de la France, de la Russie et de l'Angleterre

A la rigueur, on pouvait espérer encore — et le Ministre des Affaires étrangères par intérim, M. Bienvenu-Martin, relevait cet espoir dans une note circulaire à nos ambassadeurs à Londres, Pétersbourg, Vienne et Rome — que la menace autrichienne ne s'appuyait sur l'Allemagne qu'afin de paraître plus redoutable et obtenir plus.

D'accord avec la Russie et l'Angleterre, la France s'efforçait donc de conseiller la modération au Cabinet de Vienne.

Le 22 juillet, M. Bienvenu-Martin en avisait nos représentants.

M. Jules Cambon ayant interrogé M. de Jagow sur la teneur de la Note autrichienne à Belgrade, ce dernier lui a répondu qu'il n'en connaissait nullement le libellé ; notre Ambassadeur en a marqué toute sa surprise. Il constate que la baisse de la Bourse de Berlin continue et que des nouvelles pessimistes circulent.

M. Barrère a également entretenu de la même question le Marquis de San Giuliano, qui s'en montre inquiet et assure qu'il agit à Vienne pour qu'il ne soit demandé à la Serbie que des choses réalisables, par exemple la dissolution du Club bosniaque et non une enquête judiciaire sur les causes de l'attentat de Serajevo.

Dans les circonstances présentes, la supposition la plus favorable qu'on puisse faire est que le Cabinet de Vienne, se sentant débordé par sa presse et par le parti militaire, cherche à obtenir le maximum de la Serbie par une intimidation préalable, directe et indirecte, et s'appuie sur l'Allemagne à cet effet.

J'ai prié l'Ambassadeur de France à Vienne d'user de toute son influence sur le Comte Berchtold pour lui représenter, dans une conversation amicale, combien la modération du Gouvernement autrichien serait appréciée en Europe et quelle répercussion risquerait d'avoir une pression brutale sur la Serbie.

Le même jour, notre ambassadeur à Londres télégraphiait :

Sir E. Grey dans un entretien avec l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie l'a prié de recommander à son Gouvernement de ne pas s'écarter de la prudence et de la modération nécessaires pour éviter de nouvelles complications, de ne demander à la Serbie que des mesures auxquelles celle-ci puisse raisonnablement se prêter et de ne pas se laisser entraîner au delà.

L'Allemagne est décidée à tout

L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne, M. de Tschirsky, se montrait ouvertement partisan des résolutions violentes. Mais il affectait de soutenir son avis, comme étant une vue personnelle. En même

temps, le Ministère des Affaires étrangères autrichien faisait, au corps diplomatique, des déclarations rassurantes ; si bien que l'Ambassadeur de Russie, rassuré, partait pour la campagne.

Mais, en même temps, nous arrivait de Londres la nouvelle des graves inquiétudes de sir Edward Grey, et des motifs très sérieux qui les justifiaient. M. Paul Cambon télégraphiait, en effet, de Londres, ce même 22 juillet, à M. Bienvenu-Martin :

Votre Excellence a bien voulu me faire part des impressions recueillies par notre Ambassadeur à Berlin, relative-



M. VIVIANI,
Président du Conseil.

ment aux conséquences de la démarche que le Gouvernement austro-hongrois se propose de faire à Belgrade.

Ces impressions m'ont été confirmées par une conversation que j'ai eue hier avec le Principal Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, Sir E. Grey m'a dit avoir reçu la visite de l'Ambassadeur d'Allemagne, qui lui a déclaré qu'à Berlin on s'attendait à une démarche du Gouvernement austro-hongrois auprès du Gouvernement serbe. Le Prince Lichnowski a assuré que le Gouvernement allemand s'employait à retenir et à modérer le Cabinet de Vienne, mais que jusqu'à présent il n'y réussissait pas et qu'il n'était pas sans inquiétude sur les suites d'une telle démarche. Sir E. Grey a répondu au Prince Lichnowski qu'il voulait croire qu'avant d'intervenir à Belgrade, le Gouvernement austro-hongrois se serait bien renseigné sur les circonstances du complot dont l'archiduc héritier et la duchesse de Hohenberg ont été victimes, se serait assuré que le Gouvernement serbe en avait eu connaissance et n'avait pas fait tout ce qui dépendait de lui pour en prévenir les effets. Car s'il ne pouvait pas être prouvé que la responsabilité du Gouvernement serbe fut impliquée dans une certaine mesure, l'intervention du Gouvernement austro-hongrois ne se justifierait pas et soulèverait contre lui l'opinion européenne.

La communication du Prince Lichnowski avait laissé Sir E. Grey sous une impression d'inquiétude qu'il ne m'a pas dissimulée. La même impression m'a été donnée par l'Ambassadeur d'Italie qui redoute, lui aussi, l'éventualité d'une nouvelle tension des rapports austro-serbes.

Ce matin, j'ai reçu la visite du Ministre de Serbie, qui partage également les appréhensions de Sir E. Grey. Il craint que l'Autriche ne mette le Gouvernement serbe en présence d'une demande que la dignité de celui-ci et surtout la susceptibilité de l'opinion publique ne lui permettent pas d'accueillir sans protestation. Comme je lui objectais le calme qui paraît régner à Vienne et dont témoignent tous les Ambassadeurs accrédités dans cette capitale, il m'a répondu que ce calme officiel n'était qu'apparent et recouvrait les dispositions les plus férocièrement hostiles contre la Serbie. Or, a-t-il ajouté, si ces dispositions viennent à se manifester par une démarche dépourvue de la mesure désirable, il y aura lieu de tenir compte de l'opinion publique serbe, surexcitée par les mauvais procédés dont l'Autriche a abreuvé ce pays et rendue moins patiente par le souvenir encore tout frais de deux guerres victorieuses. Malgré les sacrifices dont la Serbie a payé ses récentes victoires, elle peut mettre encore sur pied 400.000 hommes et l'opinion publique, qui le sait, n'est pas disposée à tolérer une humiliation.

Remise de la Note

Jusqu'au dernier moment, le Gouvernement autrichien voulut laisser croire que sa communication à la Serbie ne serait pas comminatoire.

Aussi M. Bienvenu-Martin pouvait-il adresser à nos Ambassadeurs à Londres, Berlin, Saint-Petersbourg et Rome, encore le 23 juillet, la dépêche suivante :

Les premières intentions du Gouvernement austro-hongrois avaient été, selon les informations recueillies par l'Ambassadeur de France à Vienne, d'agir avec la plus grande rigueur contre la Serbie, en tenant huit corps d'armée prêts à entrer en campagne.

Ses dispositions actuelles seraient plus conciliantes : en réponse à une question que lui posait M. Dumaine, à qui j'avais prescrit d'appeler l'attention du Gouvernement

autrichien sur les inquiétudes éveillées en Europe, le baron Macchio a affirmé à notre Ambassadeur que le ton et les demandes qui seront formulées dans la note autrichienne permettent de compter sur un dénouement pacifique. Je ne sais quelle foi il faut accorder à ces assurances, en raison des habitudes de la chancellerie impériale.

Dans tous les cas, la note autrichienne sera remise dans un très bref délai. Le Ministre de Serbie estime que M. Pachitch acceptera, par désir d'un arrangement, les demandes relatives à la répression de l'attentat et à des garanties de surveillance et de police, mais qu'il résistera à ce qui attenterait à la souveraineté et à la dignité de son pays.

Dans les cercles diplomatiques de Vienne, l'Ambassadeur d'Allemagne préconise des résolutions violentes, tout en convenant que peut-être la Chancellerie impériale n'est pas entièrement d'accord avec lui sur ce point ; l'Ambassadeur de Russie, se fiant aux assurances qui lui ont été données, s'est absenté de Vienne et a confié, avant son départ, à M. Dumaine, que son Gouvernement n'élèvera pas d'objections contre la punition des coupables et la dissolution des associations révolutionnaires, mais qu'il ne pourrait tolérer des exigences humiliantes pour le sentiment national de la Serbie.

De Munich, notre ministre, signalait que le Président du Conseil bavarois, qui avait eu connaissance de la note, trouvait la situation très sérieuse. Il est à remarquer à ce propos que si la Bavière connaissait la teneur et le texte de la note, à bien plus forte raison la Prusse et le gouvernement impérial étaient certainement au courant.

Le 23 juillet, à 6 heures du soir, la note autrichienne, qui allait faire éclater la guerre européenne, était remise à la Serbie.

La Note autrichienne

Etant donné l'importance de ce document historique, nous croyons nécessaire de le mettre, en entier, sous les yeux de nos lecteurs ; ainsi que, plus loin, la réponse de la Serbie. Ayant les pièces officielles sous les yeux, ils pourront juger par eux-mêmes de la portée incalculable qu'allait avoir cet acte inqualifiable de l'Autriche.

(Note communiquée par le Comte Szecsen, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie, à M. Bienvenu-Martin, Ministre des Affaires étrangères p. i., le vendredi 24 juillet 1914, à 10 h. 1/2 du matin.)

Vienne, le 24 juillet 1914.

Le Gouvernement impérial et royal s'est vu obligé d'adresser jeudi 23 juillet courant, par l'entremise du Ministre impérial et royal à Belgrade, la note suivante au Gouvernement royal de Serbie :

« Le 31 mars 1909 le Ministre de Serbie à Vienne a fait, d'ordre de son Gouvernement au Gouvernement impérial et royal la déclaration suivante :

« La Serbie reconnaît qu'elle n'a pas été atteinte dans ses droits par le fait accompli créé en Bosnie-Herzégovine et qu'elle se conformera par conséquent à telle décision que les Puissances prendront par rapport à l'article XXV du Traité de Berlin. Se rendant aux conseils des grandes puissances, la Serbie s'engage dès à présent à abandonner l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a observée à l'égard de l'annexion depuis l'automne dernier et elle s'engage, en outre, à changer le cours de sa politique actuelle envers l'Autriche-Hongrie pour vivre désormais avec cette dernière sur le pied d'un bon voisinage ».

Or, l'histoire des dernières années, et notamment les événements douloureux du 28 juin ont démontré l'existence en Serbie d'un mouvement subversif dont le but est de détacher de la Monarchie austro-hongroise certaines parties de ses territoires. Ce mouvement, qui a pris jour sous les yeux du Gouvernement serbe est arrivé à se manifester au delà du territoire du royaume par des actes de terrorisme, par une série d'attentats et par des meurtres.

Le Gouvernement royal serbe, loin de satisfaire aux engagements formels contenus dans la déclaration du 31 mars 1909, n'a rien fait pour supprimer ce mouvement. Il a toléré l'activité criminelle des différentes sociétés et affiliations dirigées contre la Monarchie, le langage effréné de la presse, la glorification des auteurs d'attentats, la participation d'officiers et de fonctionnaires dans des agissements subversifs, une propagande malsaine dans l'instruction publique, toléré enfin toutes les manifestations qui pouvaient induire la population serbe à la haine de la Monarchie et au mépris de ses institutions.

Cette tolérance coupable du Gouvernement royal de Serbie n'avait pas cessé au moment où les événements du 28 juin dernier en ont démontré au monde entier les conséquences funestes.

Il résulte des dépositions et aveux des auteurs criminels de l'attentat du 28 juin que le meurtre de Serajevo a été tramé à Belgrade, que les armes et explosifs dont les meurtriers se trouvaient être munis, leur ont été donnés par des officiers et fonctionnaires serbes faisant partie de la « Narodna Odbrana » et enfin que le passage en Bosnie des criminels et de leurs armes a été organisé et effectué par des chefs du service-frontière serbe.

Les résultats mentionnés de l'instruction ne permettent pas au Gouvernement impérial et royal de poursuivre plus longtemps l'attitude de longanimité expectative qu'il avait observée pendant des années vis-à-vis des agissements concentrés à Belgrade et propagés de là sur les territoires de la Monarchie ; ces résultats lui imposent au contraire le devoir de mettre fin à des menées qui forment une menace perpétuelle pour la tranquillité de la Monarchie.

C'est pour atteindre ce but que le Gouvernement impérial et royal se voit obligé de demander au Gouvernement serbe l'annexion officielle qu'il condamne la propagande dirigée contre la Monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie des territoires qui en font partie, et qu'il s'engage à supprimer, par tous les moyens, cette propagande criminelle et terroriste.

L'Engagement imposé

Afin de donner un caractère solennel à cet engagement, le Gouvernement royal de Serbie fera publier à la première

page du *Journal officiel* en date du 13/26 juillet l'énonciation suivante :

« Le Gouvernement royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tolérances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels.

Le Gouvernement royal regrette que des officiers et fonctionnaires serbes aient participé à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auquel le Gouvernement royal s'était solennellement engagé par ses déclarations du 31 mars 1909.

Le Gouvernement royal qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, agissements qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

Cette énonciation sera portée simultanément à la connaissance de l'Armée royale par un ordre du jour de Sa Majesté le Roi et sera publiée dans le *Bulletin officiel de l'Armée*.

Le Gouvernement royal serbe s'engage en outre :

1° A supprimer toute publication qui excite à la haine et au mépris de la Monarchie, et dont la tendance générale est dirigée contre son intégrité territoriale.

2° A dissoudre immédiatement la société dite « Narodna Odbrana », à confisquer tous ses moyens de propagande, et à procéder de la même manière contre les autres sociétés et affiliations en Serbie qui s'adonnent à la propagande contre la Monarchie austro-hongroise. Le Gouvernement royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous une autre forme.

3° A éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les moyens d'instruction, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie.

4° A éloigner du service militaire et de l'administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de la propagande contre la Monarchie austro-hongroise et dont le Gouvernement impérial et royal se réserve de communiquer les noms et les faits au Gouvernement royal.

5° A accepter la collaboration en Serbie des organes du Gouvernement impérial et royal dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la Monarchie.

6° A ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur territoire serbe ; des organes délégués par le Gouvernement impérial et royal prendront part aux recherches y relatives.

7° A procéder d'urgence à l'arrestation du commandant Voija Tankosic et du nommé Milan Ciganovic, employé de l'Etat serbe, compromis par les résultats de l'instruction de Serajevo.

8° A empêcher, par des mesures efficaces, le concours des autorités serbes dans le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière ;

A licencier et punir sévèrement les fonctionnaires du service-frontière de Schabatz et de Loznica coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Serajevo en leur facilitant le passage de la frontière.

9° A donner au Gouvernement impérial et royal des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes tant en Serbie qu'à l'étranger qui, malgré leur position officielle, n'ont pas hésité après l'attentat du 28 juin de s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile envers la Monarchie austro-hongroise. Enfin,

10° D'avertir, sans retard, le Gouvernement impérial et royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

Le Gouvernement impérial et royal attend la réponse du Gouvernement royal au plus tard jusqu'au samedi 25 de ce mois à cinq heures du soir.

Un mémoire concernant les résultats de l'instruction de Serajevo à l'égard des fonctionnaires mentionnés aux points 7 et 8 est annexé à cette note.

J'ai l'honneur d'inviter votre Excellence de vouloir bien porter le contenu de cette Note à la connaissance du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en accompagnant cette communication du commentaire que voici :

Commentaire

Le 31 mars 1909 le Gouvernement royal serbe a adressé à l'Autriche-Hongrie la déclaration dont le texte est reproduit ci-dessus.

Le lendemain même de cette déclaration, la Serbie s'est engagée dans une politique tendant à inspirer des idées subversives aux ressortissants serbes de la Monarchie austro-hongroise et à préparer ainsi la séparation des territoires austro-hongrois, limitrophes à la Serbie.

La Serbie devint le foyer d'une agitation criminelle :

Des sociétés et affiliations ne tardèrent pas à se former qui, soit ouvertement, soit clandestinement, étaient destinées à créer des désordres sur le territoire austro-hongrois. Ces sociétés et affiliations comptent parmi leurs membres des généraux et des diplomates, des fonctionnaires d'Etat et des juges, bref, les sommités du monde officiel et inofficiel du royaume.

Le journalisme serbe est presque entièrement au service de cette propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et pas un jour ne passe sans que les organes de la presse serbe n'excitent leurs lecteurs à la haine et au mépris de la Monarchie voisine ou à des attentats dirigés plus ou moins ouvertement contre sa sûreté et son intégrité.

Un grand nombre d'agents est appelé à soutenir par tous les moyens l'agitation contre l'Autriche-Hongrie et à corrompre dans les provinces limitrophes la jeunesse de ces pays.

L'esprit conspirateur des politiciens serbes, esprit dont les annales du royaume portent les sanglantes empreintes, a subi une recrudescence depuis la dernière crise balkanique ; des individus ayant fait partie des bandes jusque-là occupées en Macédoine, sont venus se mettre à la disposition de la propagande terroriste contre l'Autriche-Hongrie.

En présence de ces agissements auxquels l'Autriche-

Hongrie est exposée depuis des années, le Gouvernement de la Serbie n'a pas cru devoir prendre la moindre mesure. C'est ainsi que le Gouvernement serbe a manqué au devoir que lui imposait la déclaration solennelle du 31 mars 1909, et c'est ainsi qu'il s'est mis en contradiction avec la volonté de l'Europe et avec l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie.

La longanimité du Gouvernement impérial et royal à l'égard de l'attitude provocatrice de la Serbie était inspirée du désintéressement territorial de la Monarchie austro-hongroise et de l'espoir que le Gouvernement serbe finirait tout de même par apprécier à sa juste valeur l'amitié de l'Autriche-Hongrie. En observant une attitude bienveillante pour les intérêts politiques de la Serbie, le Gouvernement impérial et royal espérait que le royaume se déciderait finalement à suivre de son côté une ligne de conduite analogue. L'Autriche-Hongrie s'attendait surtout à une pareille évolution dans les idées politiques en Serbie, lorsque, après les événements de l'année 1912, le Gouvernement impérial et royal rendit possible, par une attitude désintéressée et sans rancune, l'agrandissement si considérable de la Serbie.

Cette bienveillance manifestée par l'Autriche-Hongrie à l'égard de l'Etat voisin n'a cependant aucunement modifié les procédés du royaume, qui a continué à tolérer sur son territoire une propagande dont les funestes conséquences se sont manifestées au monde entier le 28 juin dernier, jour où l'héritier présomptif de la Monarchie et son illustre épouse devinrent les victimes d'un complot tramé à Belgrade.

En présence de cet état de choses, le Gouvernement impérial et royal a dû se décider à entreprendre de nouvelles et pressantes démarches à Belgrade afin d'amener le Gouvernement serbe à arrêter le mouvement incendiaire menaçant la sûreté et l'intégrité de la Monarchie austro-hongroise.

Le Gouvernement impérial et royal est persuadé qu'en entreprenant cette démarche, il se trouve en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées qui ne sauraient admettre que le récidive devint une arme dont on puisse se servir impunément dans la lutte politique, et que la paix européenne fût continuellement troublée par les agissements partant de Belgrade.

C'est à l'appui de ce qui précède que le Gouvernement impérial et royal tient à la disposition du Gouvernement de la République française un dossier elucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin.

Une communication identique est adressée aux représentants impériaux et royaux auprès des autres Puissances signataires.

Vous êtes autorisé de laisser une copie de cette dépêche entre les mains de M. le Ministre des Affaires étrangères.

Annexe

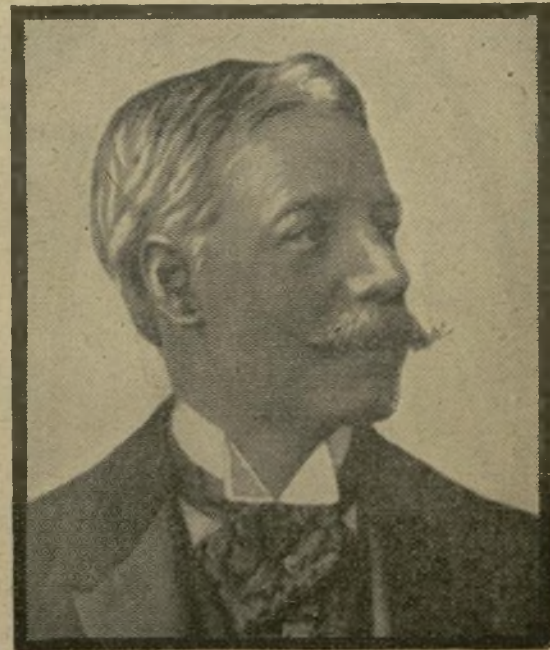
L'instruction criminelle ouverte par le tribunal de Serajevo contre Gravello Princip et consorts du chef d'assassinat et de complicité y relative, crime commis par eux le 28 juin dernier a jusqu'ici abouti aux constatations suivantes :

1° Le complot ayant pour but d'assassiner, lors de son séjour à Serajevo, l'archiduc François-Ferdinand fut formé à Belgrade par Gravello Princip, Nedeljko Cabrinovic, le nommé Milan Ciganovic et Triko Grabez avec le concours du commandant Voija Tankosic.

2° Les six bombes et les quatre pistolets Browning avec munitions, moyennant lesquels les malfaiteurs ont commis l'attentat, furent livrés à Belgrade à Princip, Cabrinovic et Grabez par le nommé Milan Ciganovic et le commandant Voija Tankosic.

3° Les bombes sont des grenades à main provenant du dépôt d'armes de l'armée serbe à Kragujevaks.

4° Pour assurer la réussite de l'attentat, Ciganovic enseigna à Princip, Cabrinovic et Grabez la manière de se



M. De SCHÖN,
Ambassadeur d'Allemagne à Paris.

servir des grenades et donna, dans une forêt près du champ de tir à Topschider, des leçons de tir avec pistolets Browning à Princip et à Grabez.

5° Pour rendre possible à Princip, Cabrinovic et Grabez de passer la frontière de Bosnie-Herzégovine et d'y introduire clandestinement leur contrebande d'armes, un système de transport secret fut organisé par Ciganovic.

D'après cette organisation, l'introduction en Bosnie-Herzégovine des malfaiteurs et de leurs armes fut opérée par les capitaines-frontières de Sabac (Popovic) et de Loznica, ainsi que par le douanier Rudivoj Grbic de Loznica, avec le concours de divers particuliers.

La Rupture des Relations entre l'Autriche et la Serbie



Le 25 Juillet, la Serbie répondait à l'ultimatum de l'Autriche. Cette réponse n'ayant pas été jugée suffisante, le Ministre d'Autriche-Hongrie quitte Belgrade. Ce conflit local se généralise et provoque quelques jours plus tard une crise entre la Triple Entente et l'Allemagne et l'Autriche.

Retour de Russie : L'Arrivée de M. Poincaré à Paris



Le 29 Juillet, le Président de la République, de retour de Russie, arrive à Paris. Dans les graves circonstances que la France traverse à cette époque, c'est pour tous un grand réconfort, une grande joie, d'entendre les acclamations de la foule immense et vibrante.

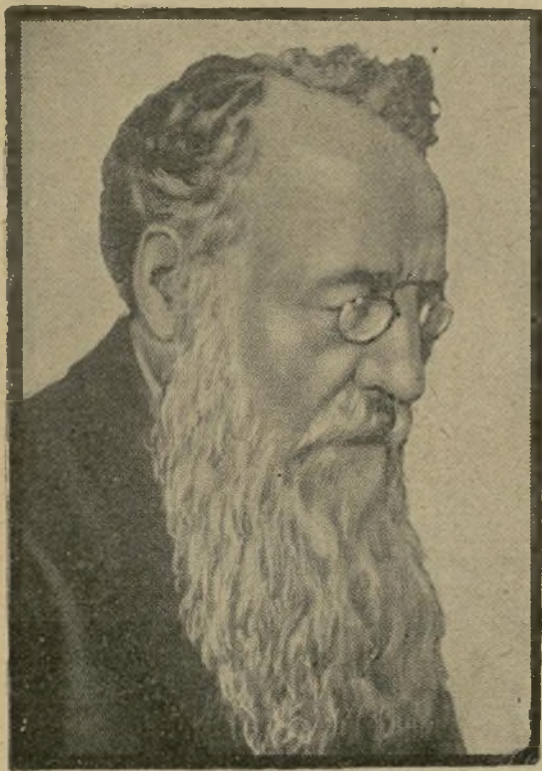
Ayuntamiento de Madrid

Pour sauvegarder la Paix

(23-25 JUILLET 1914)

Les Tentatives des puissances, pendant le délai de 48 heures fixé par l'Autriche à la Serbie

M. René Viviani, ministre des Affaires étrangères, avait accompagné le Président de la République dans son voyage en Russie. Il avait ainsi eu l'occasion d'échanger des vues avec le Ministre des Affaires étrangères de Russie, M. Sazonoff, au sujet des



M. PACHITCH,
Président du Conseil de Serbie.

dangers possibles de la Note autrichienne. Ils étaient tombés d'accord pour que les représentants de la Triple-Entente à Vienne fissent des démarches de conciliation.

Mais il était déjà trop tard. L'Autriche avait remis sa Note et avait donné à la Serbie un délai de réponse de 48 heures.

Le 24 juillet, à 10 heures et demie du matin, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, le comte Szecsen, en donnait communication officielle à M. Bienvenu-Martin.

Cette note on l'a vu, était un véritable ultimatum. Notre ministre des Affaires étrangères en télégraphiait aussitôt la substance à M. Viviani, à bord de la France, ainsi qu'à nos ministres à Londres, Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg, Rome et Belgrade, qui s'en trouvaient informés de la façon suivante :

La Note s'appuie sur l'engagement pris par la Serbie, le 31 mars 1909, de reconnaître l'annexion de la Bosnie Herzégovine et reproche au Gouvernement serbe d'avoir toléré une propagande anti-autrichienne, à laquelle ont pris part les fonctionnaires, l'armée et la presse, propagande menaçante pour la sécurité et l'intégrité de l'Autriche et dont le crime du 28 juin, tramé à Belgrade, selon les constatations de l'instruction, a démontré les dangers.

Le Gouvernement autrichien se déclare obligé de mettre fin à une propagande qui constitue un danger permanent pour sa tranquillité, et d'exiger du Gouvernement serbe une énonciation officielle de sa volonté de la condamner et réprimer, par la publication, au Journal officiel du 26, d'une déclaration dont les termes sont indiqués, réprouvant, regrettant et menaçant de sévir. Un ordre du jour du Roi à l'armée serbe porterait également cette déclaration à sa connaissance. En outre, le Gouvernement serbe s'engagerait à supprimer les publications, à dissoudre les Sociétés, à révoquer les officiers et fonctionnaires dont les noms seraient communiqués par le Gouvernement autrichien, à accepter la collaboration de fonctionnaires autrichiens pour la suppression de l'action subversive signalée, ainsi que pour l'enquête sur l'attentat de Serajevo, enfin à procéder à l'arrestation immédiate d'un officier et d'un employé serbes qui y sont compromis.

Au memorandum autrichien est annexée une Note, résumant les constatations de l'instruction du crime de Serajevo et affirmant qu'il a été tramé à Belgrade, que les bombes ont été fournies aux assassins et émanent d'un dépôt de l'armée serbe, enfin que les assassins ont été exercés et aidés par des officiers et employés serbes.

Le comte Szecsen, en communiquant cette Note à notre gouvernement ne l'accompagnait d'aucun commentaire.

Quant à l'Italie, elle reçut le même jour, communication de la Note autrichienne, sans avoir été ni

pressentie ni même avertie. On sait que c'est en prenant note de ce fait, que l'Italie put déclarer officiellement à ses deux partenaires de la Triple Alliance qu'en ce cas le *casus foederis* ne pouvait jouer. Elle proclama donc sa neutralité dans le conflit qui allait surgir.

L'effet produit par la Note autrichienne dans toute l'Europe ne laissait subsister, dans les sphères politiques et gouvernementales des différents États, aucun espoir d'un arrangement pacifique. A Vienne, le parti militaire ne craignait qu'une chose : que la Serbie ne cédât. Mais il était impossible à celle-ci d'accepter un ordre du jour à l'armée dicté au Roi, ni le licenciement d'officiers suspects à l'Autriche, ni l'intervention de fonctionnaires étrangers en Serbie.

Tout allait dépendre, d'ailleurs, de l'attitude de l'Allemagne. Voudrait-elle donner des conseils de modération à son alliée, ou bien, la soutiendrait-elle *per fas et nefas* jusqu'au bout, c'est-à-dire, jusqu'à la conflagration européenne ?

Première Démarche de M. de Schœn

On allait être fixé immédiatement.

Le 24 juillet, dans la matinée, l'ambassadeur d'Allemagne demandait à être reçu par M. Bienvenu-Martin, l'après-midi à cinq heures. Celui-ci télégraphiait, le soir même, à M. Viviani, à Stockholm, le récit de cette entrevue.

M. de Schœn est venu me communiquer, sans vouloir m'en laisser une copie, mais en m'en donnant lecture à deux reprises, sur ma demande, une Note de son Gouvernement.

Cette Note s'exprime presque textuellement de la manière suivante :

Les déclarations des journaux austro-hongrois relatives aux circonstances dans lesquelles l'attentat sur la personne de l'héritier du trône d'Autriche et de son épouse a eu lieu, dévoilent nettement le but que la propagande panserbe s'était proposé et les moyens dont elle s'est servie pour l'atteindre. D'après les faits connus, il ne peut non plus y avoir aucun doute, que c'est à Belgrade qu'il faut chercher le centre d'action des agitations qui tendaient à détacher de l'Autriche-Hongrie les provinces slaves du Sud pour les réunir au royaume de Serbie et que c'est là tout au moins que s'est développée son activité, avec la connivence de membres du Gouvernement et de l'armée.

Les menées serbes remontent à un grand nombre d'années. Le chauvinisme panserbe s'est particulièrement manifesté pendant la crise bosniaque. C'est à la modération du Gouvernement austro-hongrois, à son grand empire sur lui-même, à l'intervention énergique des Puissances que l'on est redevable si les provocations auxquelles l'Autriche-Hongrie a été, à cette époque, en butte de la part de la Serbie, n'ont pas suscité un conflit. La promesse faite alors par le Gouvernement serbe d'adopter une attitude irréprochable n'a pas été tenue. Sous les yeux, tout au moins, avec la tolérance tacite de la Serbie officielle, la propagande panserbe a continué, dans l'entretemps, à croître en étendue et intensité. C'est sur son compte qu'il faut mettre ce dernier forfait, dont on doit rechercher la trame à Belgrade. Il est indubitable qu'il ne serait conciliable ni avec la dignité ni avec l'esprit de conservation de la Monarchie austro-hongroise de rester plus longtemps inactive en présence de l'agitation qui se poursuit de ce côté-là de sa frontière et qui constitue une menace perpétuelle pour la sûreté et l'intégrité de ses territoires. En raison de cet état de choses, la conduite de même que les revendications du Gouvernement austro-hongrois doivent être considérées comme justifiées. Cependant l'attitude que l'opinion publique, aussi bien que le Gouvernement ont adoptée dans ces derniers temps en Serbie, n'exclut pas la crainte que le Gouvernement serbe se refusât à accéder à ces réclamations et même qu'il se laisserait entraîner à une attitude provocatrice à l'égard de l'Autriche-Hongrie. Si celle-ci ne veut pas renoncer définitivement à son rang de Grande Puissance, il ne restera au Gouvernement austro-hongrois plus rien d'autre à faire qu'à poursuivre ses revendications auprès du Gouvernement serbe en exerçant une forte pression et au besoin en prenant des mesures militaires dont le choix des moyens doit lui être laissé.

L'Ambassadeur d'Allemagne a appelé particulièrement mon attention sur les deux derniers paragraphes de sa Note, indiquant avec insistance, avant de les lire, que c'était là le point capital. J'en ai noté littéralement le texte que voici : « Le Gouvernement allemand estime que la question actuelle est une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie et que les Puissances ont le plus sérieux intérêt à la restreindre aux deux Parties intéressées.

Le Gouvernement allemand désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre Puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables ».

J'ai fait remarquer à l'Ambassadeur d'Allemagne qu'autant il paraîtrait légitime qu'on demandât la punition de tous les complices de l'attentat de Serajevo, autant, au contraire, il semblerait difficile d'exiger des mesures inacceptables pour la dignité et la souveraineté de la Serbie : le Gouvernement serbe, même s'il voulait s'y soumettre, risquerait d'être enporté par une révolution.

J'ai également fait observer à M. de Schœn que sa Note n'envisageait que deux hypothèses : celle d'un refus pur et simple, ou celle d'une attitude de provocation de la Serbie. Une troisième hypothèse (qui laisserait la porte ouverte à un accommodement) devrait en tout cas être envisagée : celle d'une acceptation de la Serbie, qui consentirait à donner immédiatement toutes les satisfactions pour la punition des complices et toutes les garanties pour la

répression de la propagande anti-autrichienne, compatibles avec sa souveraineté et sa dignité.

J'ai ajouté que, si, dans cette limite, les satisfactions poursuivies par l'Autriche étaient admissibles, les modalités de leur application pourraient être examinées ; si la Serbie donnait des preuves évidentes de bonne volonté, on ne pourrait comprendre que l'Autriche refusât de se prêter à la conversation.

Peut-être ne fallait-il pas rendre trop difficile à de tierces Puissances, qui ne sauraient ni moralement ni sentimentalement se désintéresser de la Serbie, une attitude conforme au désir exprimé par l'Allemagne de localiser le conflit.

M. de Schœn a reconnu la valeur de ces considérations et a déclaré vaguement que l'espoir restait toujours possible. Comme je lui demandais s'il fallait attribuer à la Note autrichienne le caractère d'une simple mise en demeure, permettant une discussion, ou d'un ultimatum, il a répondu qu'il n'avait pas de sentiment personnel.

Il est à remarquer, ici, que, dès le début de la crise, l'Allemagne se posait, nettement, en avocat de la cause autrichienne.

Le même jour, à Berlin, le Chargé d'affaires de Russie remarquait avec amertume, devant notre Ambassadeur, que l'Autriche avait remis sa note au moment même où le Président de la République et le Président du Conseil avaient quitté Pétersbourg. Pour lui, il n'y avait pas de doute que l'Allemagne souhaitait la guerre, « qu'elle voudrait saisir cette occasion dans laquelle l'Autriche se montrera sans doute plus unie que par le passé et où l'Empereur d'Allemagne, par un sentiment de solidarité monarchique et par horreur de l'attentat est moins porté à se montrer conciliant ».

Quant à M. de Jagow, il persistait à déclarer à notre Ambassadeur que « le Cabinet de Berlin avait totalement ignoré les exigences autrichiennes avant qu'elles fussent communiquées à Belgrade ». M. Jules Cambon s'en étonnait à bon droit ; et, comme le Secrétaire d'État lui demandait s'il trouvait la situation grave : « Assurément — répondit M. Cambon — car si ce qui se passe a été réfléchi, je ne comprends pas qu'on ait coupé les ponts derrière soi ».

Le Projet anglais de Médiation à quatre

Lorsque l'Ambassadeur d'Autriche, Comte Mensdorf, communiqua au Gouvernement anglais la Note autrichienne, Sir Edward Grey lui fit observer que « jamais déclaration aussi formidable n'avait été adressée par un Gouvernement à un autre ».

Devant la gravité de la situation, Sir Edward Grey proposa de réclamer le concours du Gouvernement allemand en vue d'une médiation des quatre Puissances non intéressées directement dans l'affaire serbe : Angleterre, France, Italie et Allemagne. Cette médiation devait s'exercer à la fois à Vienne et à Pétersbourg. Il en parla immédiatement à l'Ambassadeur d'Allemagne.

Le Prince Lichnowsky répondit qu'il transmettrait cette suggestion à Berlin. Mais il laissait en même temps déjà entendre à l'Ambassadeur de Russie, qui était son parent, que l'Allemagne ne se prêterait à aucune démarche à Vienne.

Le lendemain, 25 juillet, M. de Schœn revenait au Quai d'Orsay, à midi, pour protester contre un article paru dans un journal français, qui qualifiait de « menace allemande » sa démarche de la veille. En même temps, l'Ambassadeur d'Autriche à Londres tentait de rassurer Sir Edward Grey, en lui disant que la Note autrichienne ne constituait pas un « ultimatum », mais une « demande de réponse avec limitation de temps ».

Dès lors, les Gouvernements de la Triple Entente s'efforcèrent d'obtenir de l'Autriche une prolongation à son délai fixé à quarante-huit heures. M. Sazonoff présenta cette demande à Vienne. Le Gouvernement français l'appuya. Le Gouvernement anglais s'associa à la démarche. Les mêmes efforts avaient lieu, en même temps, à Berlin. Successivement le Chargé d'affaires d'Angleterre, et le Chargé d'affaires de Russie insistèrent auprès de M. de Jagow.

Mais celui-ci déclara que « toutes ces démarches étaient trop tardives ». Le Chargé d'affaires de Russie insista, en disant que si le délai ne pouvait être prolongé, les mesures d'exécution pouvaient au moins être retardées, de manière à permettre aux Puissances de s'employer à éviter un conflit. Il ajouta que la Note autrichienne était conçue dans des termes calculés pour blesser la Serbie et la forcer à la guerre.

M. de Jagow lui répondit qu'il ne s'agissait pas d'une guerre, mais d'une « exécution » dans une affaire locale.

Le Chargé d'affaires reprit en exprimant le regret que le Gouvernement allemand ne mesurât pas ses responsabilités dans le cas où des hostilités se produiraient ; qui pourraient s'étendre au reste de l'Europe : à quoi, M. de Jagow répondit qu'il se refusait à croire à de pareilles conséquences.

L'Ambassadeur de Russie à Rome demandait, également, au Gouvernement italien, d'intervenir pour la prolongation du délai de l'ultimatum.

Mais Vienne ne voulait rien entendre et notre Ambassadeur, M. Dumaine télégraphiait, le 24 juillet :

« Le Baron Macchio, Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères, a témoigné une froideur glaciale quand on lui a représenté que donner à juger des griefs avec pièces justificatives, sans laisser le temps d'étudier le dossier, est contraire à la courtoisie internationale ; le Baron Macchio a répliqué que parfois l'intérêt dispense d'être courtois.

Le Gouvernement autrichien est résolu à infliger à la Serbie une humiliation : il n'acceptera l'intervention d'aucune puissance, jusqu'à ce que le coup ait été porté et reçu en pleine face par la Serbie.

La Réponse serbe à la Note autrichienne

Le 25 juillet, avant six heures du soir, date de l'expiration du délai, le Gouvernement serbe remettait sa réponse au ministre d'Autriche à Belgrade.

Notre ministre dans cette ville, M. Boppe, en télégraphiait la substance au Quai d'Orsay.

M. Pachitch vient de me donner connaissance de la réponse qui sera remise ce soir au Ministre d'Autriche.

Le Gouvernement serbe accepte de publier demain au *Journal officiel* la déclaration qui lui est demandée ; il la communiquera également à l'armée, par un ordre du jour ; il dissoudra les sociétés de défense nationale et toutes autres associations susceptibles d'agir contre l'Autriche-Hongrie ; il s'engage à modifier la loi sur la presse, à renvoyer du service de l'armée, de l'instruction publique et des autres administrations, tous fonctionnaires dont la participation dans la propagande sera prouvée ; il demande seulement que le nom de ces fonctionnaires lui soit communiqué.

Quant à la participation dans l'enquête, de fonctionnaires autrichiens, il demande qu'on lui explique comment elle s'exercerait ; il ne pourrait accepter que celle qui correspondrait au droit international ou aux relations de bon voisinage.

Il accepte toutes les autres exigences de l'ultimatum et déclare que si le Gouvernement austro-hongrois ne s'en contente pas, il est prêt à s'en remettre à la décision du tribunal de La Haye, ou à celle des grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration du 31 mars 1909.

Voici, d'ailleurs, le texte officiel lui-même, dont nos lecteurs pourront apprécier à la fois la parfaite modération et la juste dignité.

Réponse du Gouvernement serbe à la Note austro-hongroise

(Communiqué par M. Vesnitch, Ministre de Serbie, le 27 juillet.)

Belgrade, le 25 juillet 1914.

Le Gouvernement royal serbe a reçu la communication du Gouvernement impérial et royal du 10/23 de ce mois et il est persuadé que sa réponse éloignera tout malentendu qui menace de compromettre les bons rapports de voisinage entre la Monarchie austro-hongroise et le Royaume de Serbie.

Le Gouvernement royal a conscience que les protestations qui ont apparu tant à la tribune de la Skoupchtina nationale que dans les déclarations et les actes des représentants responsables de l'État, protestations auxquelles coupa court la déclaration du Gouvernement serbe faite le 18/31 mars 1909, ne se sont plus renouvelées vis-à-vis de la grande Monarchie voisine en aucune occasion, et que depuis ce temps, autant de la part des Gouvernements royaux qui se sont succédés que de la part de leurs organes, aucune tentative n'a été faite dans le but de changer l'état de choses politique et juridique créé en Bosnie-Herzégovine.

Le Gouvernement royal constate que sous ce rapport le Gouvernement impérial et royal n'a fait aucune représentation, sauf en ce qui concerne un livre scolaire, représentation au sujet de laquelle le Gouvernement impérial et royal a reçu une explication entièrement satisfaisante.

La Serbie a, à de nombreuses reprises, donné des preuves de sa politique pacifique et modérée pendant la durée de la crise balkanique, et c'est grâce à la Serbie et aux sacrifices qu'elle a faits dans l'intérêt exclusif de la paix européenne, que cette paix a été préservée.

Le Gouvernement royal ne peut pas être rendu responsable des manifestations d'un caractère privé telles que les articles des journaux et les agissements des sociétés, manifestations qui se produisent dans presque tous les pays comme une chose ordinaire et qui échappent en règle générale au contrôle officiel, d'autant moins que le Gouvernement royal, lors de la solution de toute une série de questions qui se sont présentées entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie, a montré une grande prévenance et a réussi, de cette façon à en régler le plus grand nombre au profit du progrès des deux pays voisins.

C'est pourquoi le Gouvernement royal a été péniblement surpris par les affirmations d'après lesquelles des personnes du royaume de Serbie auraient participé à la préparation de l'attentat commis à Serajevo. Il s'attendait à être invité à collaborer à la recherche de tout ce qui se rapporte à ce crime et il était prêt, pour prouver par des actes son entière correction, à agir contre toutes les personnes à l'égard desquelles des communications lui seraient faites.

Se rendant donc au désir du Gouvernement impérial et royal, le Gouvernement royal est disposé à remettre aux tribunaux tout sujet serbe, sans égard à sa situation et à son rang, pour la complicité duquel, dans le crime de Serajevo, des preuves lui seraient fournies.

Il s'engage spécialement à faire publier à la première page du *Journal officiel* en date du 13/26 juillet l'énonciation suivante :

« Le Gouvernement royal de Serbie condamne toute propagande qui serait dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la Monarchie austro-hongroise des territoires qui en font partie, et il déplore sincèrement les conséquences funestes de ces agissements criminels. »

« Le Gouvernement royal regrette que certains officiers et fonctionnaires serbes aient participé, d'après la communication du Gouvernement impérial et royal, à la propagande susmentionnée et compromis par là les relations de bon voisinage auxquelles le Gouvernement royal s'était solennellement engagé par la déclaration du 18/31 mars 1909. »

« Le Gouvernement, qui désapprouve et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion dans les destinées des habitants de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère qu'il est de son devoir d'avertir formellement les officiers, les fonctionnaires et toute la population du royaume que dorénavant il procédera avec la dernière rigueur contre les personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements, qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

Cette énonciation sera portée à la connaissance de l'armée royale par un ordre du jour, au nom de Sa Majesté le roi par S. A. R. le prince héritier Alexandre, et sera publiée dans le prochain Bulletin officiel de l'armée.

Les Engagements de la Serbie

Le Gouvernement royal s'engage en outre :

1° A introduire dans la première convocation régulière de la Skoupchtina une disposition dans la loi de la presse par laquelle sera punie de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la Monarchie austro-hongroise, ainsi que contre toute publication dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie.

Il se charge, lors de la révision de la Constitution, qui est prochaine, de faire introduire dans l'article 22 de la Constitution un amendement de telle sorte que les publications ci-dessus puissent être confisquées, ce qui, actuellement, aux termes catégoriques de l'article 22 de la Constitution, est impossible.

2° Le gouvernement ne possède aucune preuve et la Note du gouvernement impérial et royal ne lui en fournit non plus aucune que la Société Norodna Obrana et les autres sociétés similaires aient commis jusqu'à ce jour quelque acte criminel de ce genre par le fait d'un de leurs membres. Néanmoins le gouvernement royal acceptera la demande du gouvernement impérial et royal et dissoudra la Société Norodna Obrana et toute autre société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie.

3° Le gouvernement royal serbe s'engage à éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie, quand le gouvernement impérial et royal lui fournira des faits et des preuves de cette propagande.

4° Le gouvernement royal accepte du moins d'éloigner du service militaire ceux dont l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la monarchie austro-hongroise ; il attend que le gouvernement impérial et royal lui communique ultérieurement les noms et les faits de ces officiers et fonctionnaires aux fins de la procédure qui doit s'ensuivre.

5° Le gouvernement royal doit avouer qu'il ne se rend pas clairement compte du sens et de la portée de la demande du gouvernement impérial et royal tendant à ce que la Serbie s'engage à accepter sur son territoire la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal.

Mais il déclare qu'il admettra toute collaboration qui répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle, ainsi qu'aux bons rapports de voisinage.

6° Le gouvernement royal, cela va de soi, considère de son devoir d'ouvrir une enquête contre tous ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 15/28 juin et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents des autorités austro-hongroises qui seraient délégués à cet effet par le gouvernement impérial et royal, le gouvernement royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle. Cependant, dans des cas concrets, des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux organes austro-hongrois.

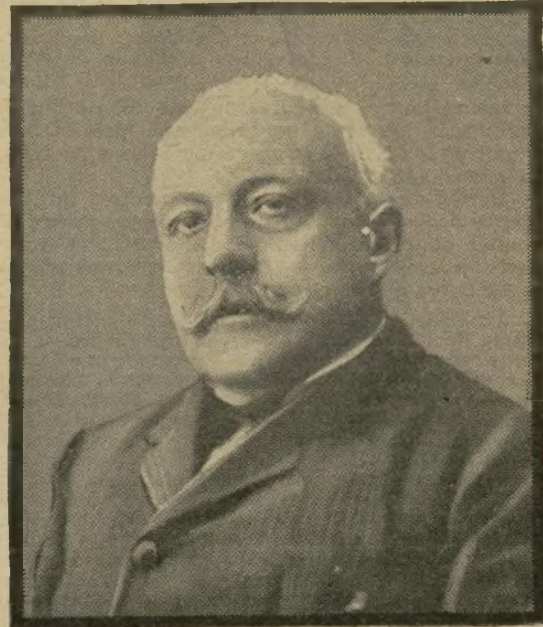
7° Le gouvernement royal a fait procéder dès le soir même de la remise de la note à l'arrestation du commandant Voija Tankositch. Quant à Milan Ciganovitch, qui est sujet de la Monarchie austro-hongroise et qui, jusqu'au 15/28 juin était employé (comme aspirant) à la direction des chemins de fer, il n'a pas pu encore être joint. Le gouvernement impérial et royal est prié de vouloir bien, dans la forme accoutumée, faire connaître le plus tôt possible les présomptions de culpabilité, ainsi que les preuves éventuelles de culpabilité qui ont été recueillies jusqu'à ce jour par l'enquête à Serajevo, aux fins d'enquêtes ultérieures.

8° Le gouvernement serbe renforcera et étendra les mesures prises pour empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière. Il va de soi qu'il ordonnera tout de suite une enquête et punira sévèrement les fonctionnaires des frontières sur la ligne Schabac-Loznica, qui

ont manqué à leur devoir et laissé passer les auteurs du crime de Serajevo.

9° Le gouvernement royal donnera volontiers des explications sur les propos que ces fonctionnaires, tant en Serbie qu'à l'étranger, ont tenus après l'attentat dans des interviews et qui, d'après l'affirmation du gouvernement impérial et royal, ont été hostiles à la Monarchie, dès que le gouvernement impérial et royal lui aura communiqué les passages en question de ces propos, et dès qu'il aura démontré que les propos employés ont en effet été tenus par lesdits fonctionnaires, propos au sujet desquels le gouvernement royal lui-même aura soin de recueillir des preuves et convictions.

10° Le gouvernement royal informe le gouvernement impérial et royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents en tant que cela n'a pas été déjà fait par la présente note. Aussitôt que chaque mesure aura été ordonnée et exécutée, dans le cas où le gouvernement impérial et royal ne serait pas satisfait de cette réponse, le gouvernement royal serbe, considérant qu'il est de l'intérêt commun de ne pas précipiter la solution de cette question, est prêt, comme toujours, à accepter une entente pacifique, en remettant cette question soit à la décision du Tribunal international de La Haye, soit aux grandes Puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 18/31 mars 1909.



M. SALANDRA,
Président du Conseil d'Italie.

On peut dire, en toute vérité, que la Serbie cédait en principe, sur tous les points et que sa réponse atteignait la dernière limite des concessions possibles avec sa dignité.

Néanmoins, le ministre d'Autriche ne se déclarait pas satisfait et quittait Belgrade une heure après.

Au reçu de cette nouvelle, on illuminait à Berlin, et la foule, entonnant des chants patriotiques, se livrait à des démonstrations enthousiastes et belliqueuses.

L'Autriche déclare la Guerre à la Serbie

(25-28 JUILLET 1914)

De la Rupture des Relations diplomatiques (25 juillet) à la Déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie (28 juillet).

Les Tentatives de Médiation

M. Alfred Capus, dans le *Figaro* du 25 juillet, disait : « En quelques heures vient de surgir brusquement la question suprême de vie ou de mort : la guerre. En face d'elle tout se retire au second plan, même le crime qui nous a coûté le plus cher des amis. »

« En regardant les Français, luttant et hurlant les uns contre les autres, se déchirant dans la presse, au Parlement, à la cour d'assises, on est tenté de les mal juger. On peut nous croire éternels et affaiblis par nos divisions. Quelle erreur ! »

« Divisés, oui, évidemment, nous le sommes, parce que, dans nos misérables querelles politiques, il n'y a plus d'idéal, ni de nobles passions : il n'y a plus que des intérêts. Mais que demain le sort de la Patrie soit en jeu, on verra le formidable élan et le cœur unique de la race. »

Sans beaucoup d'espoir, mais avec une activité accrue par l'imminence du danger, la diplomatie de la Triple-Entente allait tenter de suprêmes efforts de médiation.

Sir Edward Grey pensait pouvoir encore prévenir le conflit général par l'intervention des quatre Puissances non intéressées.

M. Salandra, Président du conseil d'Italie, déclara à notre Ambassadeur qu'il ferait « les plus grands efforts pour empêcher la paix d'être rompue », et qu'il était « prêt à faire quelque chose dans un sens pacifique, avec les Anglais ». D'autant que l'opinion publique, en Italie, commençait à se montrer hostile à l'Autriche.

La Russie, par l'organe de M. Sazonoff proposa, alors, une conversation directe entre Vienne et Pétersbourg. Notre Ambassadeur, M. Paléologue, télégraphiait au Quai d'Orsay, le 26 juillet :

Le Ministre des Affaires étrangères continue avec une louable persévérance à rechercher les moyens de faire prévaloir une solution pacifique. « Jusqu'au dernier instant, m'a-t-il déclaré, je me montrerai prêt à négocier. »

C'est dans cet esprit qu'il vient demander le Comte Szapary pour le convier à une « franche et loyale explication ». Article par article, M. Sazonoff a commenté devant lui l'ultimatum austro-hongrois, en faisant ressortir le caractère injurieux des principales clauses. « L'intention qui a inspiré ce document, a-t-il dit, est légitime si vous n'avez poursuivi d'autre but que de protéger votre territoire contre les menées des anarchistes serbes ; mais le procédé auquel vous avez eu recours n'est pas défendable. Il a conclu : « Reprenez votre ultimatum, modifiez-en la forme, et je vous garantis le résultat. »

L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie s'est montré touché de ce langage ; toutefois, en attendant des instructions, il réserve l'opinion de son Gouvernement. Sans se décourager, M. Sazonoff a décidé de proposer, dès ce soir, au comte Berchtold l'ouverture d'une conversation directe entre Vienne et Pétersbourg sur les changements à introduire dans l'ultimatum.

L'Ambassadeur de Russie à Vienne, M. Sebecko avait rejoint son poste. Il s'employa immédiatement, en profitant du délai indispensable à la mobilisation autrichienne, à introduire une proposition d'arrangement qui aurait l'avantage « de permettre de mesurer la valeur des déclarations pacifiques de l'Allemagne. »

Une lueur d'espoir semblait naître à ce moment. M. de Schön revint voir M. Bienvenu-Martin, dans l'après-midi du 26 juillet. Celui-ci pouvait télégraphier à M. Viviani, à bord de la *France* :

L'Ambassadeur d'Allemagne est venu cet après-midi

me faire une communication, tendant à une intervention de la France auprès de la Russie dans un sens pacifique. L'Autriche, m'a-t-il dit, a fait déclarer à la Russie qu'elle ne poursuivait ni agrandissement territorial, ni atteinte à l'intégrité du Royaume de Serbie ; sa seule intention est d'assurer sa propre tranquillité et de faire la police. C'est des décisions de la Russie qu'il dépend qu'une guerre soit évitée ; l'Allemagne se sent solidaire de la France dans l'ardent désir que la paix puisse être maintenue, et a le ferme espoir que la France usera de son influence dans un sens apaisant à Pétersbourg.

J'ai répondu à cette suggestion que la Russie était modérée, qu'elle n'avait accompli aucun acte qui pût faire douter de sa modération et que nous étions d'accord avec elle pour rechercher la solution pacifique de ce conflit. Il nous paraissait donc qu'à titre de contre-partie, l'Allemagne devait agir à Vienne, où l'efficacité de son action était certaine en vue d'éviter des opérations militaires tendant à l'occupation de la Serbie.

L'Ambassadeur m'ayant fait remarquer que cela était inconciliable avec la position prise par l'Allemagne « que la question ne regardait que l'Autriche et la Serbie », je lui ai dit que la médiation à Vienne et à Pétersbourg pourrait être le fait des quatre autres Puissances moins intéressées dans la question.

M. de Schœn se retrancha alors derrière le manque d'instructions à cet égard, et je lui dis que, dans ces conditions, je ne me sentais pas en mesure d'exercer une action seulement à Pétersbourg.

La conversation se termina sur l'assurance, renouvelée par l'Ambassadeur, des intentions pacifiques de l'Allemagne, qu'il déclarait solidaire, sur ce point, de la France.

Le même jour, à 7 heures du soir, M. de Schœn revenait à la Direction politique, au Quai d'Orsay. Il venait pour affirmer et accentuer le sens pacifique de sa précédente demande.

M. Berthelot, le Directeur politique par intérim, lui demanda la permission de lui parler, à titre tout personnel et privé, d'homme à homme, en toute liberté, et sans tenir compte de leurs fonctions respectives. Le baron de Schœn le pria de le faire.

M. Berthelot dit alors que pour tout esprit simple l'attitude de l'Allemagne ne pouvait s'expliquer, si elle ne tendait pas à la guerre : une analyse purement objective des faits et de la psychologie des rapports austro-allemands conduisaient logiquement à cette conclusion. Devant l'affirmation répétée que l'Allemagne ignorait le contenu de la note autrichienne, il n'était plus permis d'élever de doutes sur ce point ; était-il vraisemblable, cependant, que l'Allemagne se fût rangée, les yeux fermés, à côté de l'Autriche, dans une pareille aventure ? La psychologie de toutes les relations passées de Vienne et de Berlin permettait-elle d'admettre que l'Autriche eût pris une position sans recul possible, avant d'avoir pesé, avec son allié, toutes les conséquences de son intransigence ? Combien le refus de l'Allemagne de donner un conseil de médiation à Vienne paraissait surprenant, maintenant qu'elle connaissait le texte extraordinaire de la note autrichienne ! Quelle responsabilité le Gouvernement allemand prendrait, et quelles suspensions peseraient sur lui, s'il persistait à s'interposer entre l'Autriche et les Puissances, après la soumission pour ainsi dire absolue de la Serbie, et quand le moindre conseil donné par lui à Vienne mettrait fin au cauchemar qui pesait sur l'Europe !

La rupture des relations diplomatiques par l'Autriche, ses menaces de guerre et la mobilisation qu'elle poursuit, donnent une particulière urgence à l'action pacificatrice de l'Allemagne, car du jour où les troupes autrichiennes auraient franchi la frontière serbe, on se trouverait en présence d'un fait qui obligerait sans doute le Cabinet de Pétersbourg à intervenir et risquerait de déclencher une guerre que l'Allemagne déclare vouloir éviter.

M. de Schœn, qui écoutait en souriant, affirma de nouveau que l'Allemagne avait ignoré le texte de la note autrichienne et ne l'avait approuvée qu'après sa remise ; elle estimait toujours que la Serbie avait besoin d'une leçon assez sévère pour qu'elle ne pût l'oublier, et que l'Autriche se devait à elle-même de mettre fin à une situation dangereuse et intolérable pour une grande puissance. Il déclara, d'ailleurs, ne pas connaître le texte de la réponse serbe, et se montra personnellement surpris qu'elle n'eût pas satisfait l'Autriche, si toutefois elle était telle que les journaux, souvent mal informés, la représentaient.

Il insista encore sur les intentions pacifiques de l'Allemagne et donna son impression sur l'effet que pourraient avoir de bons conseils adressés, par exemple à Vienne, par l'Angleterre, sur un ton amical. Selon lui, l'Autriche n'était pas intransigente ; ce qu'elle repousse, c'est l'idée d'une médiation formelle, le « spectre » d'une conférence : un mot pacifique venu de Pétersbourg, de bonnes paroles dites d'un ton conciliant par les Puissances de la Triple Entente, auraient chance d'être bien accueillies. Il ajouta enfin qu'il ne disait pas que l'Allemagne, de son côté ne donnerait pas quelques conseils à Vienne.

Il convient, à ce propos de l'ignorance par l'Allemagne de la Note autrichienne, de rappeler, une fois de plus, que le *Livre Bleu* anglais, à la pièce n° 95, contient une dépêche où Sir M. de Bunsen, ambassadeur d'Angleterre à Vienne, déclare :

« Quoique je ne puisse pas le vérifier, je tiens d'une source privée que l'Ambassadeur allemand connaissait le texte de l'ultimatum autrichien à la Serbie avant qu'il ne fût expédié et qu'il l'a télégraphié à l'Empereur d'Allemagne ; je sais par l'Ambassadeur allemand lui-même qu'il en approuve chaque ligne. »

La Situation s'aggrave

Cependant, M. Chevalley, notre ministre à Christiania, prévenait le même jour, par télégramme, le Quai d'Orsay, que la flotte allemande de la Norvège avait reçu l'ordre de rentrer en Allemagne. M. d'Annville, notre Chargé d'affaires à Luxembourg avisait, également, des premiers préparatifs de mobilisation allemande à Thionville, et M. Farges, Consul Général de France à Bâle, signalait le lendemain, 27 juillet les premiers préparatifs de mobilisation dans le Grand-Duché de Bâle.

M. Bienvenu-Martin résumait alors ainsi la situation, au 27 juillet, dans une dépêche à M. Jules Cambon, à Berlin, communiquée à bord de la *France* pour le

Président du Conseil, et à nos ambassadeurs à Londres, Saint-Petersbourg, Vienne et Rome :

Les trois démarches de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris semblent caractéristiques : — le vendredi, il lit une note où le Gouvernement allemand se pose catégoriquement entre l'Autriche et les Puissances, approuvant l'ultimatum autrichien à la Serbie et ajoutant que « l'Allemagne désire ardemment que le conflit reste localisé, toute intervention d'une autre Puissance devant, par le jeu de ses alliances, provoquer d'incalculables conséquences » ; — le second jour, le samedi, l'effet ayant été produit et les Puissances ayant, en raison de la surprise, de la brièveté du délai et des risques de guerre générale, conseillé à la Serbie de céder, M. de Schœn revient atténuer sa démarche, feignant de s'étonner de l'impression produite et protestant qu'on prête à l'Allemagne des intentions qu'elle n'a pas, puisqu'il n'y a eu ni concert avant, ni menace après ; — le troisième jour, le dimanche, le résultat ayant été obtenu, puisque la Serbie a cédé en fait pour ainsi dire à toutes les exigences de l'Autriche, l'Ambassadeur d'Allemagne reparait à deux reprises, pour insister sur les intentions pacifiques de l'Allemagne et sur son désir ardent de collaborer au maintien de la paix, après avoir enregistré le succès autrichien, qui clot la première phase de la crise.

La situation à l'heure actuelle reste inquiétante, en raison



Sir Edward GREY,
Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères
d'Angleterre.

du refus incompréhensible de l'Autriche d'accepter la soumission serbe, de ses opérations de mobilisation et de ses menaces d'envahir la Serbie. L'attitude prise depuis le début avec l'appui allemand, par le Gouvernement autrichien, son refus d'accepter aucune conversation des Puissances ne permettant pas, en pratique, à celles-ci d'intervenir utilement auprès de lui sans l'intermédiaire de l'Allemagne. Cependant le temps presse, car si l'armée autrichienne franchit la frontière, il sera très difficile d'enrayer la crise, la Russie ne paraissant pas pouvoir tolérer l'occupation de la Serbie, après que celle-ci s'est en réalité soumise à la Note autrichienne en lui donnant toutes satisfactions et garanties. L'Allemagne, du fait même de la position prise par elle, est qualifiée pour intervenir utilement et être écoutée à Vienne ; si elle ne le fait pas, elle justifie tous les soupçons et assume la responsabilité de la guerre.

Les Puissances, et en particulier la Russie, la France et l'Angleterre ont déterminé par leurs pressants conseils Belgrade à céder ; elles ont donc rempli leur rôle ; maintenant c'est à l'Allemagne, seule en situation d'être entendue rapidement à Vienne, à donner des conseils à l'Autriche qui a obtenu satisfaction et ne peut, pour un détail facile à régler, déclencher la guerre générale.

C'est dans ces conditions que se présente la proposition faite par le cabinet de Londres ; M. Sazonoff ayant dit à l'Ambassadeur d'Angleterre qu'à la suite de l'appel de la Serbie aux Puissances, la Russie accepterait de se tenir à l'écart, Sir E. Grey a formulé auprès des Cabinets de Paris, Berlin et Rome, la suggestion suivante : les Ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres seraient chargés de chercher avec Sir E. Grey un moyen de résoudre les difficultés actuelles, étant entendu que pendant cette conversation, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active. Sir A. Nicolson a parlé de cette suggestion à l'Ambassadeur d'Allemagne, qui s'y est montré favorable ; elle sera également bien accueillie à Paris et aussi à Rome, selon toute vraisemblance. Ici encore, la parole est à l'Allemagne, qui a l'occasion de témoigner autrement qu'en paroles sa bonne volonté.

Je vous prie de vous concerter avec votre collègue anglais et d'appuyer auprès du gouvernement allemand sa démarche dans la forme qui vous paraîtra opportune.

Dans une seconde dépêche, M. Bienvenu-Martin résumait la deuxième visite de M. de Schœn dans la soirée, montrant qu'elle tendait visiblement à compromettre la France à l'égard de la Russie, tout en gagnant du temps pour faciliter une action militaire de l'Autriche en Serbie, que l'Allemagne ne faisait rien pour retarder.

M. de Schœn, dans sa conversation avec M. Berthelot, avait suggéré, pour préciser sa pensée, de communiquer à la presse une courte note indiquant le sens pacifique et amical de la conversation.

Il avait même suggéré les termes suivants : « L'Ambassadeur et le Ministre des Affaires étrangères ont eu, pendant l'après-midi, un nouvel entretien au cours duquel on a examiné, dans l'esprit le plus amical et dans un sentiment

de solidarité pacifique, les moyens qui pourraient être employés pour maintenir la paix générale ». Il fut répondu de suite que les termes paraissaient excessifs et de nature à donner à l'opinion des illusions sur la situation réelle, que cependant une brève note dans le sens indiqué, c'est-à-dire rendant compte d'une conversation où avaient été examinés les moyens employés pour sauvegarder la paix, pourrait être donnée si je l'approuvais.

La note communiquée a été la suivante : « L'Ambassadeur d'Allemagne et le Ministre des Affaires étrangères ont eu un nouvel entretien, au cours duquel ils ont recherché les moyens d'action des Puissances pour le maintien de la Paix ». Cette rédaction, volontairement terne, évitait une solidarité avec l'Allemagne qui pourrait être mal interprétée.

Ce matin, M. de Schœn a adressé une lettre particulière au Directeur politique, sous le prétexte de résumer son entretien avec le Ministre, et a ajouté : « Notez bien la phrase sur la solidarité des sentiments pacifiques. Ce n'est pas une phrase banale, mais la sincère expression de la réalité. » Le résumé joint à la lettre était ainsi conçu :

« Le Cabinet de Vienne a fait formellement et officiellement déclarer à celui de Pétersbourg qu'il ne poursuit aucune acquisition territoriale en Serbie et qu'il ne veut point porter atteinte à l'intégrité du royaume ; sa seule intention est celle d'assurer sa tranquillité. En ce moment, la décision, si une guerre européenne doit éclater, dépend uniquement de la Russie. Le Gouvernement Allemand a la ferme confiance que le Gouvernement Français, avec lequel il se sait solidaire dans l'ardent désir que la paix européenne puisse être maintenue, usera de toute son influence dans un esprit apaisant auprès du Cabinet de Pétersbourg ».

Je vous ai fait connaître la réponse qui avait été faite (une démarche française à Pétersbourg s'expliquait mal et devait avoir pour corollaire une démarche allemande à Vienne, ou, à défaut, une médiation, dans les deux capitales, des quatre Puissances moins intéressées).

La lettre de M. de Schœn est susceptible de diverses interprétations : la plus vraisemblable est qu'elle tend, comme sa démarche même, à chercher à compromettre la France au regard de la Russie, quitte, en cas d'échec, à rejeter sur la Russie et sur la France la responsabilité d'une guerre éventuelle, enfin à masquer, par des assurances pacifiques non écoutées, une action militaire de l'Autriche en Serbie destinée à compléter le succès autrichien.

Derniers Efforts de l'Angleterre

Sir Edward Grey n'avait pas caché à l'Ambassadeur d'Allemagne que « si l'Autriche envahissait la Serbie après la réponse serbe, elle démontrerait qu'elle ne poursuivait pas seulement le règlement des questions mentionnées dans sa Note, mais qu'elle voulait écraser un petit État ». Et il avait ajouté, en propres termes, selon la dépêche de notre Chargé d'affaires à Londres : « Alors se poserait une question européenne, et il s'ensuivrait une guerre, à laquelle d'autres Puissances seraient amenées à prendre part ».

Entre temps, M. Jules Cambon avait sondé le Gouvernement allemand au sujet du projet anglais de médiation à quatre, et il télégraphiait, le 27 juillet :

J'ai entretenu aujourd'hui le Secrétaire d'État de la démarche de l'Angleterre tendant à ce que l'Allemagne se joigne aux Cabinets de Londres, Paris et Rome pour empêcher les hostilités entre Pétersbourg et Vienne.

Je lui ai fait remarquer que la proposition de Sir Edward Grey ouvrait la voie à une issue pacifique. M. de Jagow m'a répondu qu'il était disposé à y entrer, mais il m'a fait remarquer que si la Russie mobilisait, l'Allemagne serait obligée de mobiliser aussitôt, que nous y serions forcés également et qu'alors le conflit serait presque inévitable. Je lui ai demandé si l'Allemagne se croirait engagée à mobiliser dans le cas où la Russie ne mobiliserait que sur la frontière autrichienne ; il m'a dit que non et m'a autorisé formellement à vous faire connaître cette restriction. Aussi attacherait-il la plus grande importance à ce que les puissances amies et alliées de la Russie intervinssent auprès d'elle.

Enfin il a remarqué que si la Russie attaquait l'Autriche, l'Allemagne devrait attaquer aussitôt de son côté. L'intervention proposée par l'Angleterre à Pétersbourg et à Vienne ne pourrait donc s'exercer à ses yeux que si les événements ne se précipitaient pas. Il ne désespère pas dans ce cas qu'elle puisse réussir. J'ai exprimé le regret que l'Autriche par son intransigence, eût conduit l'Europe au pas difficile que nous traversons, mais j'ai témoigné l'espoir que l'intervention aboutirait.

A Londres, Sir Edward Grey ayant eu l'assurance que la Serbie était disposée à en appeler aux Puissances se décida, comme le télégraphiait notre Chargé d'affaires à M. Bienvenu-Martin :

A formuler auprès des Cabinets de Paris, de Berlin et de Rome une proposition dont Sir Francis Bertie saisira Votre Excellence. Les quatre puissances interviendraient dans le conflit, et les Ambassadeurs de France, d'Allemagne et d'Italie à Londres seraient chargés de chercher, avec Sir Ed. Grey, un moyen de résoudre les difficultés actuelles.

Il serait entendu que, pendant les débats de cette petite conférence, la Russie, l'Autriche et la Serbie s'abstiendraient de toute opération militaire active. Sir A. Nicolson a parlé de cette suggestion à l'Ambassadeur d'Allemagne qui s'y est montré favorable.

Mais le ministre de Serbie, à Londres, ne recevait pas les instructions de son Gouvernement. Les télégrammes étaient peut-être arrêtés en route. Le temps pressait. On revint à la première proposition anglaise, d'intervenir à quatre.

La France l'accepta. Toutefois, M. Bienvenu-Martin estimait « que les chances de succès de la proposition de Sir E. Grey reposent essentiellement sur l'action que Berlin serait disposé à exercer à Vienne ; une démarche de ce côté pour amener la suspension des opérations militaires me paraîtrait vouée à l'échec, si l'influence de l'Allemagne ne s'était pas exercée au préalable ».

L'Italie accepta de même, immédiatement, sans hésiter, d'adhérer à la proposition de Sir E. Grey. Le marquis de San Giuliano déclara n'avoir eu aucune connaissance préalable de la Note autrichienne.

L'Opinion publique en Europe

La Presse allemande

Le ton belliqueux et agressif de la presse allemande ne se démentait pas. Le 26 juillet, la *National Zeitung*, de Berlin, écrivait :

La France ne sait-elle pas ce qu'elle entreprend en voulant, avant d'avoir achevé ses armements, rencontrer de nouveau l'adversaire de 1870 ? A-t-elle oublié le siège de Paris ? Ne ressent-elle déjà plus la perte des cinq milliards qu'elle a dû payer ? En a-t-elle assez de la République et désire-t-elle un autre régime ? C'est sur la France que l'Allemagne s'indemniserait ; seulement, cette fois, on se servira d'une autre mesure qu'il y a quarante quatre ans. Au lieu de cinq milliards, ce sera près de trente que la France devra payer...

Le *Deutscher Kurier* :

Espérons que maintenant le Gouvernement allemand ne regarde plus en spectateur, qu'il va exiger une explication de Saint-Petersbourg et mobiliser immédiatement l'armée et la flotte. Quoi qu'il arrive, nous ne serons pas responsables de la tournure prise par les événements.

La *Gazette de la Croix* :

Tout ce que nous entendons nous fait craindre de plus en plus que, par l'action de la diplomatie, la Russie ne gagne du temps pour rattraper l'avance que nous avons sur elle dans la mobilisation. Si les hostilités éclatent, cette perte de temps sera d'une grande importance pour nos succès.

Le *Lokal-Anzeiger* :

Chaque moment peut amener l'explosion qui provoquera une guerre mondiale. Cet état de choses ne peut durer que quelques heures encore. Voilà ce que pense tout Allemand.

La *Gazette de Voss* :

On a l'impression que l'avalanche ne saurait plus être arrêtée. Cependant, tant que la décision suprême n'aura pas été prise, il ne faut pas abandonner tout espoir.

La Presse française

La presse française restait clairvoyante du danger, mais parfaitement calme. On se savait à la hauteur des événements, et l'on était simplement, mais profondément décidé à faire tout son devoir de Français.

Dans le *Petit Journal*, du 26 juillet, M. Stephen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, écrivait :

Visiblement les puissances mises en tête à tête par l'acte de l'Autriche s'observent. Aucune ne veut prendre l'initiative des mesures militaires qui pourraient amener les autres à mobiliser. Aucune non plus, ne veut s'exposer à cette surprise. Et toutes par conséquent sont obligées de prendre des précautions. Ce n'est pas un des moindres périls de l'heure présente. Pour en sortir, il faut, ou que les conversations de Saint-Petersbourg et de Berlin aboutissent, ou que celles de Londres fournissent un terrain de médiation.

Dans le *Figaro* du même jour, M. Alfred Capus disait :

La paix, quand elle ne coûte pas une parcelle de l'honneur est une sorte de victoire. Alors, la victoire, elle permet de l'espérer et de l'attendre.

Mais quoi qu'il arrive, la paix bienfaisante ou la guerre acceptée sans crainte, quelle leçon ! Comme il faut être fort et prêt !

Excelsior :

Quelle que soit la gravité de cette situation, gravité qu'il serait puéril de dissimuler ; quelles que soient les complications européennes qui peuvent se produire en raison du jeu des alliances, il convient de rester calme, de ne pas s'affoler et de ne point perdre tout espoir, sinon de résoudre diplomatiquement le différend, au moins de localiser le conflit.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie se dérobent à toute conciliation

Aux instances de notre Ambassadeur à Berlin, M. de Jagow continuait à faire la sourde oreille. Tout en manifestant toujours son désir de la paix il se dérobait continuellement. On sentait que les assurances de bonne volonté pacifique n'étaient que sur ses lèvres. Il ne pouvait, disait-il, consentir à ce qui ressemblerait à une conférence des Puissances, car ce serait instituer une espèce de cour d'arbitrage.

M. Jules Cambon télégraphiait, le 27 juillet, le récit de ses efforts, et son avis qu'il y avait lieu de renouveler, sous une forme différente, la proposition anglaise pour mettre l'Allemagne au pied du mur.

Je me suis entretenu aujourd'hui avec le Secrétaire d'Etat et j'ai appuyé auprès de lui la démarche que venait de faire Sir E. Goschen.

M. de Jagow m'a répondu, comme il l'avait fait à l'Ambassadeur d'Angleterre, qu'il ne pouvait accepter la proposition de charger les Ambassadeurs d'Italie, de France et d'Allemagne de chercher avec Sir Ed. Grey les moyens de résoudre les difficultés actuelles, parce que ce serait instituer une véritable conférence pour traiter des affaires de l'Autriche et de la Russie.

J'ai répliqué à M. de Jagow que je regrettais sa réponse, mais que le grand objet que Sir Edw. Grey avait en vue dépassait une question de forme ; que ce qui importait c'était l'association de l'Angleterre et de la France avec l'Allemagne et l'Italie pour travailler à une œuvre de paix ; que cette association pouvait se manifester par des démarches communes à Pétersbourg et à Vienne ; qu'il m'avait souvent exprimé son regret de voir les deux groupes d'alliance opposés toujours l'un à l'autre en Europe ; qu'il avait l'occasion de prouver qu'il y avait un esprit européen, en montrant quatre Puissances appartenant aux deux groupes agissant d'un commun accord, pour empêcher un conflit.

M. de Jagow s'est dérobé en disant que l'Allemagne avait des engagements avec l'Autriche. Je lui ai fait remarquer que les rapports de l'Allemagne avec Vienne n'étaient pas plus étroits que ceux de la France avec la Russie et que c'était lui-même qui mettait dans l'espèce les deux groupes d'alliance en opposition.

Le Secrétaire d'Etat m'a dit alors qu'il ne se refusait pas à agir pour écarter le conflit austro-russe, mais qu'il ne pouvait pas intervenir dans le conflit austro-serbe. « L'un est la conséquence de l'autre, ai-je dit, et il importe d'empêcher qu'il ne survienne un état de fait nouveau, de nature à amener une intervention de la Russie ».

Comme le Secrétaire d'Etat persistait à dire qu'il était obligé de tenir ses engagements à l'égard de l'Autriche, je lui ai demandé s'il s'était engagé à la suivre partout, les yeux bandés, et s'il avait pris connaissance de la réponse de la Serbie à l'Autriche, que le Chargé d'affaires de Serbie lui avait remise ce matin. « Je n'en ai pas encore eu le temps », me dit-il. « Je le regrette. Vous verriez que, sauf sur des points de détail, la Serbie se soumet entièrement. Il semble donc que, puisque l'Autriche a obtenu les satisfactions que votre appui lui a procurées, vous pouvez aujourd'hui lui conseiller de s'en contenter ou d'examiner avec la Serbie les termes de la réponse de celle-ci ».



M. SAZONOFF,
Ministre des Affaires Étrangères de Russie.

Comme M. de Jagow ne me répondait pas clairement, je lui ai demandé si l'Allemagne voulait la guerre. Il a protesté vivement, disant qu'il savait que c'était ma pensée, mais que c'était tout à fait inexact. Il faut donc, ai-je repris, agir en conséquence. Quand vous lirez la réponse serbe, pesez-en les termes avec votre conscience, je vous prie, au nom de l'humanité, et n'assumez pas personnellement une part de responsabilité dans les catastrophes que vous laissez préparer. M. de Jagow a protesté de nouveau, ajoutant qu'il était prêt à s'unir à l'Angleterre et à la France dans un effort commun, mais qu'il fallait trouver à cette intervention une forme qu'il pût accepter et que les Cabinets devaient s'entendre à ce sujet.

« Au reste, a-t-il ajouté, les conversations directes entre Vienne et Pétersbourg sont entamées et se poursuivent ; j'en ai vu beaucoup de bien et j'espère ».

Au moment de le quitter, je lui dis que j'avais eu ce matin l'impression que l'heure de la détente avait sonné, mais que je voyais bien qu'il n'en était rien. Il m'a répondu que je me trompais ; qu'il espérait que les choses étaient en bonne voie et aboutiraient peut-être rapidement. Je lui ai demandé d'agir à Vienne pour qu'elles marchent vite, parce qu'il importait de ne pas laisser se créer en Russie un de ces courants d'opinion qui emportent tout.

A mon sentiment, il y aurait lieu de demander à Sir E. Grey, qui a dû être avisé par Sir E. Goschen du refus opposé à sa proposition dans la forme qui lui était donnée, de la renouveler sous une autre forme, de telle façon que l'Allemagne n'ait pas de prétexte pour refuser de s'associer et prenne ses responsabilités aux yeux de l'Angleterre.

Le même jour, 27 juillet, le comte Szeeszen venait remettre au Quai d'Orsay un memorandum de son Gouvernement pour justifier les mesures de coercition qu'il annonçait comme imminentes contre la Serbie. Le Bureau de la Presse viennoise envoyait également un communiqué officieux au sujet de la réponse serbe, représentée comme insuffisante.

En résumé, l'Allemagne refusait d'intervenir à Vienne ; elle faisait des objections à la proposition anglaise qui consistait dans une action des quatre Puissances moins intéressées, pour obtenir un arrêt des opérations militaires à Vienne, Belgrade et Pétersbourg, et dans une réunion à Londres des Ambassadeurs d'Allemagne, de France et d'Italie, sous la présidence de Sir E. Grey, en vue de chercher une solution aux difficultés austro-serbes.

Le matin du 28 juillet, M. de Schœn revint au Quai d'Orsay. Il n'avait pas de proposition officielle à faire, disait-il, mais il venait causer de la situation.

Interrogé sur les intentions de l'Autriche, il a déclaré — télégraphiait M. Bienvenu-Martin à nos ambassadeurs — ne pas les connaître, et ignorer la nature des moyens de coercition qu'elle prépare.

L'Allemagne, selon le Baron de Schoen, ne demande qu'à agir avec la France pour le maintien de la paix. L'observation qui lui était faite qu'un projet de médiation des quatre puissances, auquel nous avons adhéré, et qui a obtenu l'assentiment de principe de l'Italie et de l'Allemagne, a été mis en avant par l'Angleterre, l'Ambassadeur a dit que le Gouvernement allemand ne demandait en effet qu'à s'associer à l'action des puissances, pourvu que cette action n'affecte pas la forme d'un arbitrage ou d'une conférence repoussés par l'Autriche.

Comme M. Bienvenu-Martin lui répondait que,

si le mot seul arrêta le gouvernement autrichien le but pouvait être atteint par d'autres moyens — une demande de l'Allemagne à l'Autriche de laisser aux puissances le temps d'intervenir, de trouver une conciliation — M. de Schœn déclara qu'il n'avait pas d'instructions. Il savait seulement que l'Allemagne se refusait à exercer une pression sur l'Autriche.

Comme M. de Schœn à Paris, le prince Lichnowski, Ambassadeur d'Allemagne à Londres, insistait sur l'utilité d'une action modératrice de l'Angleterre à Pétersbourg, uniquement.

Sir Ed. Grey lui répondit — télégraphiait M. Paul Cambon le même jour — que la Russie s'était montrée très modérée depuis l'ouverture de la crise, notamment dans ses conseils au Gouvernement serbe, et qu'il serait très embarrassé de lui faire des recommandations pacifiques. Il a ajouté que c'était à Vienne qu'il convenait d'agir et que le concours de l'Allemagne était indispensable.

D'autre part, l'Ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg a télégraphié que M. Sazonoff avait proposé à l'Ambassadeur d'Autriche une conversation sur l'affaire serbe. Cette information a été confirmée par l'Ambassadeur d'Angleterre à Vienne qui a fait savoir qu'un premier entretien entre le Ministre russe des Affaires étrangères et le Comte Szapary avait produit un bon effet au Ballplatz.

Interrogé par Sir G. Buchanan sur la convocation éventuelle à Londres d'une Conférence des Représentants de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie pour chercher une issue à la situation actuelle, M. Sazonoff a répondu : « qu'il avait entamé des pourparlers avec l'Ambassadeur d'Autriche dans des conditions qu'il espérait favorables ; que cependant il n'avait pas encore reçu de réponse à sa proposition d'une révision de la Note serbe par les deux Cabinets ». Si des explications directes avec le Cabinet de Vienne sont irréalisables, M. Sazonoff se déclare prêt à accepter la proposition anglaise ou toute autre de nature à résoudre favorablement le conflit.

L'Ambassadeur d'Angleterre à Berlin ayant insisté auprès de M. de Jagow pour obtenir une adhésion à la suggestion de Sir Ed. Grey, le Ministre allemand des Affaires étrangères a répondu qu'il convenait d'attendre le résultat de la conversation engagée entre Pétersbourg et Vienne.

A Berlin, M. Jules Cambon avait appuyé la démarche de son collègue d'Angleterre auprès du Secrétaire d'Etat.

Celui-ci lui avait répondu, comme à Sir Ed. Goschen, qu'il lui était impossible d'accepter l'idée d'une sorte de conférence à Londres, qu'il fallait donner à la suggestion anglaise une autre forme. M. J. Cambon télégraphiait, le 28 juillet, au Quai d'Orsay :

J'ai fait valoir à M. de Jagow le danger d'un retard, qui pouvait amener la guerre, et lui ai demandé s'il la souhaitait. Il a protesté et a ajouté que les conversations directes entre Vienne et Pétersbourg étaient entamées, et que, dès maintenant, il en attendait une suite favorable.

L'Ambassadeur d'Angleterre et l'Ambassadeur d'Italie sont venus me voir ce matin ensemble, pour m'entretenir des conversations qu'ils avaient eues avec M. de Jagow hier, au sujet de la proposition de Sir Ed. Grey. Le Secrétaire d'Etat leur a, somme toute, tenu le même langage qu'à moi : acceptant en principe de s'unir dans une démarche commune à l'Angleterre, à l'Italie et à nous-mêmes, mais repoussant toute idée de conférence.

Nous avons pensé, mes collègues et moi, qu'il n'y avait à qu'une question de forme et l'Ambassadeur d'Angleterre va suggérer à son Gouvernement de libeller autrement sa proposition, qui pourrait prendre le caractère d'une démarche diplomatique à Vienne et à Pétersbourg.

En raison de la répugnance manifestée par M. de Jagow contre toute démarche à Vienne, Sir Ed. Grey pourrait le mettre au pied du mur, en lui demandant de formuler lui-même comment pourrait se produire l'action diplomatique des puissances pour éviter la guerre.

Nous devons nous associer à tous les efforts en faveur de la paix compatibles avec nos engagements vis-à-vis de notre alliée ; mais, pour laisser les responsabilités où elles sont, il importe d'avoir soin de demander à l'Allemagne de préciser ce qu'elle veut.

A Pétersbourg, le même jour, M. Sazonoff qui avait reçu les Ambassadeurs d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, déclarait à notre Ambassadeur, M. Paléologue : « Décidément, l'Autriche ne veut pas causer ».

Déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie

D'ailleurs, ce 25 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre à la Serbie. Le *Journal Officiel* de Vienne publiait le texte de cette déclaration :

Le Gouvernement royal de Serbie n'ayant pas répondu d'une manière satisfaisante à la note qui lui avait été remise par le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, à la date du 23 juillet 1914, le Gouvernement impérial et royal se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et intérêts et de recourir, à cet effet, à la force des armes. L'Autriche-Hongrie se considère donc, de ce moment, en état de guerre avec la Serbie.

Le Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie
Comte BERTHOLD.

Le même jour, notre Ambassadeur à Vienne, M. Du Maine, tirait la leçon de cet événement capital, en télégraphiant au Quai d'Orsay :

Parmi les soupçons qu'inspire la soudaine et violente résolution de l'Autriche, le plus inquiétant est que l'Allemagne l'aurait poussée à l'agression contre la Serbie afin de pouvoir elle-même entrer en lutte avec la Russie et la France, dans les circonstances qu'elle suppose devoir lui être les plus favorables, et dans des conditions délibérées.

Le rideau venait de se lever sur le premier acte de cette tragédie mondiale.

LES HEURES SUPRÊMES

(28 JUILLET - 2 AOÛT 1914)

L'Allemagne se refuse au dernier effort de paix

Le moment suprême était arrivé. Durant les trois jours qui vont suivre, d'heure en heure, devant l'attitude dilatoire de l'Allemagne, on sent que les événements mènent irrémédiablement à la catastrophe finale.

Berlin persistait dans son parti-pris une fois pour toutes, de ne pas vouloir agir sur Vienne. L'Allemagne s'interposait, entre son alliée et les autres Puissances, en déclarant qu'il s'agissait d'une question locale : alors qu'il sautait aux yeux, comme l'évidence même, que la question affectait tout le *status quo* de l'Europe. M. Bienvenu-Martin, dans sa note circulaire, du 29 juillet, à nos représentants dans les différentes capitales, le constatait en termes parfaitement justes.

Ce sophisme, qui dispenserait l'Allemagne d'intervenir à Vienne, a été soutenu sans succès à Paris par M. de Schoen qui a vainement tenté de nous entraîner dans une action solidaire franco-allemande à Pétersbourg ; il a été également développé à Londres auprès de Sir E. Grey : en France comme en Angleterre, on a répondu que le cabinet de Pétersbourg a donné, depuis le début, les plus grandes preuves de sa modération, en particulier en s'associant aux puissances pour donner à la Serbie le conseil de céder aux exigences de la note autrichienne. La Russie ne menace donc nullement la paix ; c'est à Vienne qu'il faut agir, c'est de là que vient le danger, du moment qu'on y refuse de se contenter de la soumission presque totale de la Serbie à des exigences exorbitantes et qu'on ne veut pas accepter la collaboration des puissances pour la discussion des points restant à régler entre l'Autriche et la Serbie, et enfin qu'on n'hésite pas devant une déclaration de guerre aussi précipitée que la note primitive de l'Autriche-Hongrie.

L'attitude à Berlin, comme à Vienne, reste dilatoire. Dans la première capitale, tout en protestant du désir allemand de sauvegarder la paix générale par une action commune des quatre puissances, on repousse l'idée d'une Conférence, sans suggérer aucun autre moyen et en refusant d'agir positivement à Vienne. Dans la capitale autrichienne, on voudrait amuser Pétersbourg par l'illusion d'une entente pouvant résulter de conversations directes, et l'on agit contre la Serbie.

Dans ces conditions, il paraît essentiel que le cabinet de Pétersbourg, dont le désir de dénouer pacifiquement la crise est manifeste, adhère immédiatement à la proposition anglaise.

C'est ce que fit aussitôt la Russie. Mais, pendant cette même journée du 29 juillet, on apprenait à Paris les importants mouvements de troupes qui avaient lieu autour de Francfort, les préparatifs militaires dans l'Allemagne du sud et en Bohême, et le fait que l'Autriche tirait sur Belgrade et précipitait ses armements. En même temps, celle-ci refusait de causer avec le gouvernement russe directement. En face de cette attitude inquiétante de l'Allemagne et de l'Autriche, la Russie se voyait obligée de procéder à une mobilisation partielle.

C'est alors que la France et la Russie prièrent Sir E. Grey de reprendre, à Berlin, sa proposition d'intervention à quatre, et d'agir sur l'Italie pour obtenir son plein concours. Le ministre anglais fit immédiatement cette suggestion à l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres. Celui-ci ayant émis des objections, Sir Ed. Grey l'invita à prier le Gouvernement allemand de proposer lui-même une formule. « Quelle qu'elle soit, lui dit-il, si elle permet de maintenir la paix, elle sera agréée par l'Angleterre, la France et l'Italie. »

Cette suprême tentative allait être rendue vaine par les procédés d'intimidation et les sommations de l'Allemagne envers la Russie.

Ce même 29 juillet, l'Ambassadeur d'Allemagne déclarait à M. Sazonoff que si la Russie ne cessait pas ses préparatifs militaires, l'armée allemande serait mobilisée. En même temps, le Kaiser télégraphiait directement au Tsar. Celui-ci répondait aussitôt :

Palais de Péterhof, le 29 juillet 1914 (1 heure après-midi)

Je suis heureux que tu sois rentré en Allemagne. En ce moment si grave, je te prie instamment de venir à mon aide. Une guerre honteuse a été déclarée à une faible nation ; je partage entièrement l'indignation, qui est immense en Russie. Je prévois que très prochainement je ne pourrai plus longtemps résister à la pression qui est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures qui conduiront à la guerre. Pour prévenir le malheur que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui te sera possible pour empêcher ton alliée d'aller trop loin.

NICOLAS.

Le Kaiser répondit en persistant à affirmer qu'il était « possible à la Russie de persévérer dans son rôle de spectatrice » et qu'une entente directe entre Pétersbourg et Vienne était possible. Et, dans un autre télégramme du 30 juillet, il persistait à vouloir rejeter toute responsabilité sur la Russie.

Le 31 juillet, le Tsar répondait encore ainsi :

Je te remercie de ton cœur de ton intention, qui laisse percer une lueur d'espoir que tout se terminera encore à l'amiable. Techniquement, il est impossible de suspendre nos préparatifs militaires qui ont été nécessités par la mobilisation de l'Autriche.

Nous sommes loin de désirer la guerre ; aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche, au sujet de la Serbie,

mes troupes ne se livreront à aucun acte de provocation. Je t'en donne ma parole d'honneur.

J'ai confiance absolue dans la grâce divine et souhaite la réussite de ton intervention à Vienne pour le bien de nos pays et la paix de l'Europe.

Bien cordialement à toi.

NICOLAS

Le Kaiser répondit qu'il devait mobiliser. Le Tsar lui télégraphia une dernière fois :

1^{er} août 1914 (2 heures après-midi).

J'ai reçu ton télégramme, je comprends que tu sois obligé de mobiliser, mais je voudrais avoir de toi la même garantie que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous poursuivrons nos négociations pour la paix générale si chère à nos cœurs.

NICOLAS.

Guillaume II n'ayant pu imposer sa volonté à la Russie qu'elle démobilisât, c'est-à-dire qu'elle obéit sans condition et qu'elle laisse faire l'Autriche, se déroba définitivement.

Berlin, 1^{er} août 1914.

Je te remercie de ton télégramme ; j'ai indiqué hier à ton Gouvernement le seul moyen par lequel la guerre pouvait encore être évitée.

Bien que j'eusse demandé une réponse pour midi, aucun télégramme de mon Ambassadeur contenant une réponse de ton Gouvernement ne m'est encore parvenu. J'ai donc été contraint de mobiliser mon armée.

Une réponse immédiate, claire et non équivoque, de ton Gouvernement est le seul moyen de conjurer une calamité incommensurable. Jusqu'à ce que je reçoive cette réponse, il m'est impossible, à mon vif regret, d'aborder le sujet de ton télégramme. Je dois te demander catégoriquement de donner sans retard l'ordre à tes troupes de ne porter en aucun cas la moindre atteinte à nos frontières.

GUILLAUME.

L'Allemagne brusque le Dénouement

Dans ces dernières heures qui précéderent la catastrophe, l'Autriche eut une lueur d'hésitation qui eût pu faire surgir un espoir de paix. Notre Ambassadeur à Vienne, en effet, télégraphiait au Quai d'Orsay, le 30 juillet, une nouvelle qui pouvait être grosse de conséquences.

Un entretien de haute importance a eu lieu entre M. Schebeko et le comte Berchtold, qui ont longuement envisagé les redoutables difficultés présentes, avec une égale bonne volonté d'y adapter des solutions réciproquement acceptables.

Les préparatifs militaires du côté russe, a expliqué M. Schebeko, n'ont d'autre but que de répondre à ceux de l'Autriche et d'indiquer l'intention et les droits du Tsar d'émettre son avis dans le règlement de la question serbe. Les mesures de mobilisation prises en Galicie, a répondu le comte Berchtold, n'impliquent non plus aucune intention agressive et visent seulement à maintenir la situation sur le même pied. De part et d'autre on s'appliquera à ce que ces mesures ne soient pas interprétées comme des marques d'hostilité.

Pour le règlement du conflit austro-serbe, il a été convenu que les pourparlers seraient repris à Pétersbourg entre M. Sazonoff et le comte Szapary ; s'ils ont été interrompus, c'est par suite d'un malentendu, le comte Berchtold croyant que le Ministre des Affaires étrangères de Russie réclamait pour son interlocuteur des pouvoirs qui lui permettraient de modifier les termes de l'ultimatum autrichien. Le comte Szapary sera seulement autorisé à discuter quel accommodement serait compatible avec la dignité et le prestige dont les deux Empires ont un souci égal.

Ce serait donc, pour le moment, sous cette forme directe et réduite aux deux plus intéressées qu'aurait lieu l'examen que Sir Ed. Grey proposait de confier aux quatre Puissances non directement intéressées.

Sir M. de Bunsen, qui se trouvait chez moi, a aussitôt déclaré à M. Schebeko que le Foreign Office approuverait entièrement cette nouvelle procédure. Répétant l'exposé fait par lui au Ballplatz, l'Ambassadeur de Russie a affirmé que son Gouvernement tiendra un compte beaucoup plus large qu'on ne le suppose des exigences de la Monarchie ; rien n'a été négligé par M. Schebeko pour convaincre le comte Berchtold de la sincérité du désir de la Russie d'arriver à une entente acceptable pour les deux Empires.

L'entretien s'était maintenu dans un ton amical et permettait de croire que toute chance de localiser le conflit n'était pas perdue, lorsque la nouvelle de la mobilisation allemande est parvenue à Vienne.

Il avait donc été possible que la conversation se renouât entre Pétersbourg et Vienne. Mais l'Allemagne veillait, et pour le mauvais motif.

Dans la nuit du 29 au 30 juillet, un conseil suprême s'était réuni à Potsdam, sous la présidence de l'Empereur. Y assistaient : le chancelier de Bethmann-Hollweg, le secrétaire d'État von Jagow, le ministre de la Guerre, von Falkenhayn, le secrétaire d'État de la Marine, von Moltke, le chef d'État-major de la Marine, von Polh, ainsi que le chef du Cabinet militaire de l'armée von Lyncker et l'amiral von Muller, enfin le chef du haut quartier impérial, général von Plessen.

Le 30 juillet, M. Viviani télégraphiait à notre Ambassadeur à Londres :

Je vous prie de porter à la connaissance de Sir Edward Grey les renseignements suivants touchant les préparatifs militaires français et allemands. L'Angleterre y verra que si la France est résolue, ce n'est pas elle qui prend des mesures d'agression.

Vous attirerez l'attention de Sir Edward Grey sur la

décision prise par le Conseil des Ministres de ce matin : bien que l'Allemagne ait pris ses dispositifs de couverture à quelques centaines de mètres de la frontière, sur tout le front du Luxembourg aux Vosges, et porté ses troupes de couverture sur leurs positions de combat, nous avons retenu nos troupes à 10 kilomètres de la frontière, en leur interdisant de s'en rapprocher davantage.

Notre plan, conçu dans un esprit d'offensive, prévoyait pourtant que les positions de combat de nos troupes de couverture seraient aussi rapprochées que possible de la frontière. En livrant ainsi une bande du territoire sans défense à l'agression soudaine de l'ennemi, le Gouvernement de la République tient à montrer que la France, pas plus que la Russie, n'a la responsabilité de l'attaque.

Pour s'en assurer, il suffit de comparer les mesures prises des deux côtés de notre frontière : en France, les permissionnaires n'ont été rappelés qu'après que nous avons acquis la certitude que l'Allemagne l'avait fait depuis cinq jours.

En Allemagne, non seulement les troupes en garnison à Metz ont été poussées jusqu'à la frontière, mais encore elles ont été renforcées par des éléments transportés en chemin de fer de garnisons de l'intérieur, telles que celles de Trèves ou de Cologne. Rien d'analogue n'a été fait en France.

L'armement des places de la frontière (déboisements, mise en place de l'armement, construction de batteries, renforcement des réseaux de fil de fer) a été commencé en Allemagne, dès le samedi 25 ; chez nous, il va l'être, la France ne pouvant plus se dispenser de prendre les mêmes mesures.

Les gares ont été occupées militairement en Allemagne, le samedi 25, en France, le mardi 28.

Enfin, en Allemagne, les réservistes, par dizaines de milliers, ont été rappelés par convocations individuelles, ceux résidant à l'étranger (classes de 1903 à 1911) rappelés, les officiers de réserve convoqués ; à l'intérieur, les routes sont barrées, les automobiles ne circulent qu'avec un permis. C'est le dernier stade avant la mobilisation. Aucune de ces mesures n'a été prise en France.

L'armée allemande a ses avant-postes sur nos bornes frontalières ; par deux fois, hier, des patrouilles allemandes ont pénétré sur notre territoire. Tout le XVI^e Corps de Metz, renforcé par une partie du VIII^e venu de Trèves et de Cologne, occupe la frontière de Metz au Luxembourg ; le XV^e Corps d'armée de Strasbourg a serré sur la frontière.

Ainsi, la Triple-Entente — et l'Europe entière — voyaient clair dans le jeu de l'Allemagne depuis le début de la crise. Comme le disait nettement le 30 juillet, M. Sazonoff, à l'Ambassadeur d'Allemagne, à Pétersbourg : « L'heure est trop grave pour que je ne vous déclare pas toute ma pensée. En intervenant à Pétersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser le petit royaume serbe avant que la Russie n'ait pu le secourir. Mais, nous ne pouvons pas admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche. »

M. Viviani télégraphiait à nos Ambassadeurs à l'étranger, le 31 juillet :

« Toutefois, l'attitude constante de l'Allemagne qui, depuis le commencement du conflit, tout en protestant sans cesse auprès de chacune des puissances de ses intentions pacifiques, a fait échouer en fait, par son attitude ou dilatoire ou négative, toutes les tentatives d'accord et n'a pas cessé d'encourager par son ambassadeur l'intransigeance de Vienne ; les préparatifs militaires allemands, commencés dès le 25 juillet et poursuivis sans arrêt depuis ; l'opposition immédiate de l'Allemagne à la formule russe, déclarée à Berlin inacceptable pour l'Autriche avant même d'avoir consulté cette Puissance ; enfin toutes les impressions venues de Berlin imposent la conviction que l'Allemagne a poursuivi l'humiliation de la Russie, la désagrégation de la Triple-Entente et, si ces résultats ne pouvaient être obtenus, la guerre. »

Le 31 juillet, à la première heure, l'Autriche ordonnait la mobilisation générale. A son tour, l'Allemagne décrétait « l'état de danger de guerre », et demandait à la Russie de démobiliser. Si le Gouvernement russe ne donnait pas de réponse satisfaisante dans un délai de douze heures, l'Allemagne mobilisait. M. de Schoen venait trouver M. Viviani et demandait au Gouvernement français de lui dire, avant le lendemain à 1 heure de l'après-midi, quelle serait l'attitude de la France, en cas de conflit russo-allemand.

M. Viviani télégraphiait immédiatement à notre Ambassadeur à Pétersbourg, M. Paléologue :

« Le Gouvernement allemand a décidé à midi de prendre toutes les dispositions militaires que comporte l'état dit « état de danger de guerre ». »

En me communiquant cette décision, ce soir à 7 heures, le Baron de Schoen a ajouté que le Gouvernement exigeait en même temps que la Russie démobilise. Si le Gouvernement russe n'a pas donné une réponse satisfaisante dans un délai de douze heures, l'Allemagne mobilisera à son tour.

J'ai répondu à l'Ambassadeur d'Allemagne que je n'étais nullement renseigné sur une prétendue mobilisation totale de l'armée et de la flotte russes, que le Gouvernement allemand invoquait comme raison des nouvelles mesures militaires qu'il prend dès aujourd'hui.

Le Baron de Schoen m'a demandé en terminant, au nom de son Gouvernement, quelle serait, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, l'attitude de la France. Il m'a dit qu'il viendrait prendre ma réponse demain samedi à une heure.

Je n'ai pas l'intention de lui faire une déclaration à ce sujet et je me bornerai à lui dire que la France s'inspirera de ses intérêts. Le Gouvernement de la République ne doit, en effet, compte de ses intentions qu'à son alliée.

Je vous prie de porter immédiatement ce qui précède à la connaissance de M. Sazonoff. Ainsi que je vous l'ai déjà fait connaître, je ne doute pas que le Gouvernement impérial, dans l'intérêt supérieur de la paix, n'évite pour sa part tout ce qui pourrait rendre inévitable ou précipiter la crise.

A cette heure suprême, il était de la plus haute importance pour la France de connaître le fond même des intentions de l'Angleterre et le plus intime sentiment anglais. Le 31 juillet, M. Paul Cambon télégraphiait, de Londres, au Quai d'Orsay :

Au début de notre entretien d'aujourd'hui, Sir E. Grey m'a dit que le Prince Lichnowski lui avait demandé ce matin si l'Angleterre observerait la neutralité dans le conflit qui se prépare. Le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères lui a répondu que, si le conflit devenait général, l'Angleterre ne pourrait pas rester neutre et, notamment, que si la France y était impliquée, l'Angleterre y serait entraînée.

J'ai interrogé alors Sir E. Grey sur la délibération du Cabinet qui avait eu lieu ce matin. Il m'a répondu qu'après avoir examiné la situation, le Cabinet avait pensé que pour le moment le Gouvernement britannique ne pouvait nous garantir son intervention, qu'il avait l'intention de s'entremettre pour obtenir de l'Allemagne et de la France l'engagement de respecter la neutralité belge, mais que, pour envisager une intervention il convenait d'attendre que la situation se développât.

J'ai demandé à Sir E. Grey si, pour intervenir, le Gouvernement britannique attendrait l'invasion du territoire français. J'ai insisté sur le fait que les mesures déjà adoptées sur notre frontière par l'Allemagne révélaient des intentions d'agression prochaine, et que si l'on voulait éviter de voir se renouveler l'erreur de l'Europe en 1870, il convenait que l'Angleterre envisageât dès maintenant les conditions dans lesquelles elle nous donnerait le concours sur lequel la France comptait.

Sir E. Grey m'a répondu que l'opinion du Cabinet ne s'était formée que sur la situation actuelle, que cette situation pouvait se modifier et que, dans ce cas, on appellerait aussitôt le Conseil des Ministres à en délibérer.

Sir A. Nicolson, que j'ai vu en sortant du Cabinet du Secrétaire d'Etat, m'a dit que le Conseil se réunirait de nouveau demain et, confidentiellement, m'a fait entendre que le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ne manquerait pas de reprendre la discussion.

Conformément à vos instructions, j'ai fait le nécessaire pour que la lettre autographe que M. le Président de la République adresse à Sa Majesté le Roi d'Angleterre soit remise ce soir au Roi. Cette démarche, qui sera certainement communiquée au Premier Ministre, dès demain matin, sera, je n'en doute pas, prise en sérieuse considération par le Cabinet britannique.

Cependant, la Russie ne pouvait que mobiliser le même jour, en réponse à la mobilisation générale austro-hongroise.

L'effort ultime fut fait par l'Angleterre et la France, M. Viviani envoyait la note circulaire suivante à nos Ambassadeurs à Londres, Pétersbourg, Berlin, Vienne et Rome :

Paris, le 31 juillet 1914.

L'Ambassadeur d'Angleterre m'a remis une note de son Gouvernement demandant au Gouvernement français d'appuyer à Saint-Petersbourg une proposition tendant à la solution pacifique du conflit austro-serbe.

Cette note expose que l'Ambassadeur d'Allemagne a informé Sir Ed. Grey de l'intention qu'a son Gouvernement de s'efforcer d'agir sur le Gouvernement austro-hongrois, après la prise de Belgrade et l'occupation des régions voisines de la frontière, pour obtenir la promesse de ne pas avancer davantage, pendant que les Puissances chercheraient à obtenir que la Serbie donnât des satisfactions suffisantes à l'Autriche ; le territoire occupé serait évacué une fois qu'elle aurait reçu satisfaction.

Sir Edw. Grey a fait cette suggestion le 29 juillet et exprime l'espoir que les préparatifs militaires seront suspendus de tous côtés. Bien que l'Ambassadeur de Russie à Londres ait informé le Secrétaire d'Etat qu'il craint que la condition russe (si l'Autriche, reconnaissant que son conflit avec la Serbie a assumé le caractère d'une question d'intérêt européen, se déclare prête à éliminer de son ultimatum les points qui portent atteinte au principe de la souveraineté serbe, la Russie s'engage à arrêter tous préparatifs militaires) ne puisse être modifiée, Sir Edw. Grey pense que, si l'Autriche arrête son avance après l'occupation de Belgrade, le Gouvernement russe pourrait accepter de changer sa formule, dans ce sens que les Puissances examineraient comment la Serbie donnerait des satisfactions complètes à l'Autriche sans porter atteinte à la souveraineté ou à l'indépendance du Royaume. Dans le cas où l'Autriche, ayant occupé Belgrade et le territoire serbe voisin, se déclarerait prête, dans l'intérêt de l'Europe, à cesser d'avancer et à discuter comment l'on pourrait arriver à un arrangement, la Russie pourrait aussi consentir à la discussion et suspendre ses préparatifs militaires, pourvu que les autres Puissances agissent de même.

Conformément à la demande de Sir Edw. Grey, le Gouvernement français s'est rallié à la suggestion anglaise et a prié dans les termes suivants son Ambassadeur à Pétersbourg, de s'efforcer d'obtenir sans retard l'assentiment du Gouvernement russe :

« Je vous prie de faire connaître d'urgence à M. Sazonoff que la suggestion de Sir Ed. Grey me paraît fournir une base utile de conversation entre les Puissances également désireuses de travailler à un règlement honorable du conflit austro-serbe et d'écarter ainsi les dangers qui menacent la paix générale.

« Le plan proposé par le Principal Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, en arrêtant la marche en avant de l'armée autrichienne, et en confiant aux Puissances le soin d'examiner comment la Serbie pourrait donner pleine satisfaction à l'Autriche sans porter atteinte aux droits souverains et à l'indépendance du Royaume, en donnant ainsi un moyen à la Russie de suspendre tous préparatifs militaires, les autres Puissances devant agir de même, est de nature à donner également satisfaction à la Russie et à l'Autriche et à ménager à la Serbie une sortie acceptable de la difficulté actuelle.

« Je vous prie de vous inspirer des considérations qui précèdent pour engager très instamment M. Sazonoff à donner sans retard son adhésion à la proposition de Sir Ed. Grey dont il a dû être saisi de son côté. »

Le lendemain, 1^{er} août, M. Viviani était en mesure de télégraphier à nouveau à nos représentants à l'étranger, dans les principales capitales, une nouvelle conversation qu'il avait eue avec M. de Schœn.

L'Ambassadeur d'Allemagne est revenu me voir ce matin à 11 heures. Après lui avoir rappelé tous les efforts poursuivis par la France en vue d'un règlement honorable du conflit austro-serbe et de la difficulté qui s'en est suivie entre l'Autriche et la Russie, je l'ai mis au courant des pourparlers continués depuis hier :

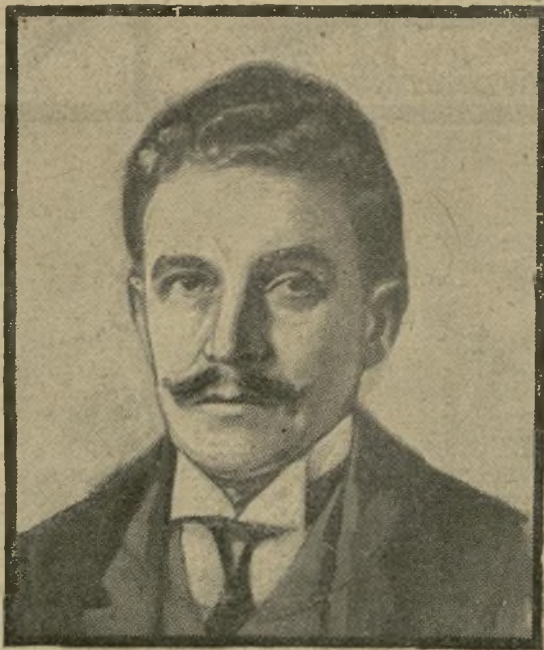
1^{re} Proposition transactionnelle anglaise prévoyant, entre autres, de la part de la Russie, la suspension des préparatifs militaires, à condition que les autres Puissances en fassent autant ; adhésion de la Russie à cette proposition ; 2^o Communications du Gouvernement autrichien déclarant ne vouloir ni s'agrandir en Serbie, ni même pénétrer dans le sandjak et se disant prêt à discuter à Londres avec les autres Puissances le fond même de la question austro-serbe.

J'ai mis en regard l'attitude de l'Allemagne qui, abandonnant tout pour parler, posait à la Russie un ultimatum au moment même où cette Puissance vient d'accepter la formule anglaise (qui implique l'arrêt des préparatifs militaires de tous les pays ayant mobilisé) et envisageait comme imminente une rupture diplomatique avec la France.

Le Baron de Schœn m'a répondu qu'il ignorait les développements survenus dans cette question depuis vingt-quatre heures, qu'il y avait peut-être là une « lueur d'espoir » pour un accommodement, qu'il n'avait reçu aucune nouvelle communication de son Gouvernement et qu'il allait s'informer. Il a de nouveau protesté de son sincère désir de joindre ses efforts à ceux de la France pour arriver à la solution du conflit. J'ai insisté sur la grave responsabilité qu'assumerait le Gouvernement impérial si, dans de pareilles circonstances, il prenait des initiatives non justifiées et de nature à compromettre irrémédiablement la paix.

Le Baron de Schœn n'a plus fait allusion à son départ immédiat et ne m'a plus demandé de répondre à sa question concernant l'attitude de la France en cas de conflit austro-russe. Il s'est borné à dire de lui-même qu'elle n'était pas douteuse.

Il ne convient à aucun degré d'exagérer les possibilités qui peuvent résulter de ma conversation avec l'Ambassadeur d'Allemagne, car, de son côté, le Gouvernement impérial continue les plus dangereux préparatifs sur notre frontière. Il ne faut pas les négliger cependant et nous ne



Prince LICHNOWSKY,
Ambassadeur d'Allemagne à Londres.

devons pas cesser de travailler à un arrangement. La France de son côté, procède à toutes les mesures militaires propres à la garantir contre une avance trop grande des préparatifs militaires allemands. Elle estime que ses tentatives de conciliation n'auront de chances d'aboutir que dans la mesure où on la sentira prête et résolue, si la lutte lui est imposée.

Mais cette journée du 1^{er} août montrait à nouveau avec la plus aveuglante clarté, la responsabilité totale de l'Allemagne. Les Ambassadeurs d'Autriche à Paris et à Pétersbourg faisaient, en effet, deux démarches dans un sens conciliant. L'Autriche annonçait à Pétersbourg, qu'elle acceptait de discuter le fond de son différend avec la Serbie. Mais la sommation adressée, d'ores et déjà par l'Allemagne à la Russie, d'avoir à démobiliser dans les douze heures, emportait définitivement les dernières espérances de paix. Comme le télégraphiait M. Viviani à nos Ambassadeurs, le 1^{er} août :

L'attitude de l'Allemagne prouve qu'elle veut la guerre. Elle la veut contre la France. Hier, lorsque M. de Schœn est venu demander au quai d'Orsay quelle attitude la France comptait prendre en cas de conflit russo-allemand, l'Ambassadeur d'Allemagne, bien qu'il n'y ait directement entre la France et l'Allemagne aucun conflit et que nous ayons employé depuis le début de la crise et employons encore tous nos efforts en vue d'une solution pacifique, a ajouté qu'il me priait de présenter au Président de la République ses hommages et remerciements, et demandait que l'on voulût bien prendre « des dispositions pour sa propre personne » ; nous savons également qu'il a déjà mis en sûreté les archives de l'Ambassade. Cette attitude de rupture des relations diplomatiques sans conflit direct, et bien qu'aucune réponse négative précise ne lui ait été faite, est caractéristique de la volonté arrêtée de l'Allemagne de faire la guerre à la France. Le défaut de sincérité de ses protestations pacifiques est démontré par la rupture qu'elle impose à l'Europe, lorsque les négociations étaient enfin acceptées par l'Autriche, d'accord avec la Russie.

M. Jules Cambon exprimait la même conviction, ce même jour, dans son télégramme de Berlin :

L'ultimatum de l'Allemagne intervenant à l'heure précise, où l'accord semble près de s'établir entre Vienne et

Saint-Petersbourg, est significatif de sa politique belliqueuse.

Le conflit n'existait en fait qu'entre la Russie et l'Autriche, l'Allemagne n'ayant à intervenir que comme alliée de l'Autriche ; dans ces conditions, les deux Puissances principalement intéressées étant disposées à causer, si l'Allemagne ne désirait pas la guerre pour son propre compte, il est incompréhensible qu'elle envoie un ultimatum à la Russie, au lieu de continuer à travailler, comme toutes les autres Puissances, à une solution pacifique.

C'était, en effet, l'Allemagne qui, après s'être faite l'avocat de l'Autriche, intervenait maintenant *proprio motu* dans le conflit, en faveur de son alliée et en devançant même celle-ci.

Puis, tandis que la France déclarait officiellement qu'elle respecterait la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, l'Allemagne violait la neutralité luxembourgeoise dès le 2 août, et refusait, la veille, de reconnaître celle de la Belgique.

Le 1^{er} août, la mobilisation générale était ordonnée à Berlin. Sir Ed. Grey refusait, au nom de l'Angleterre, de garder, dans le conflit, la neutralité que lui offrait l'Allemagne.

Le 2 août, à 7 heures 10 du soir, l'Ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg remettait à M. Sazonoff la déclaration de guerre de son Gouvernement.

Sir Ed. Grey donnait l'assurance que la flotte britannique défendrait les côtes françaises contre toute attaque allemande par mer, et que l'Angleterre considérerait la violation de la neutralité de la Belgique comme un *casus belli*. M. Viviani communiquait aussitôt aux Chambres françaises, les déclarations relatives au concours de la flotte britannique.

Les troupes allemandes violaient déjà la frontière de l'Est de la France, sur plusieurs points, et un officier allemand brûlait la cervelle d'un soldat français.

La proclamation suivante, adressée par le Président de la République à la Nation française était affichée par toute la France :

A LA NATION FRANÇAISE,

« Depuis quelques jours, l'état de l'Europe s'est considérablement aggravé, en dépit des efforts de la diplomatie. L'horizon s'est assombri. A l'heure présente, la plupart des nations ont mobilisé leurs forces, même des pays protégés par la neutralité ont cru devoir prendre cette mesure à titre de précaution. Des puissances dont la législation constitutionnelle ne ressemble pas à la nôtre ont, sans avoir pris un décret de mobilisation, commencé et poursuivi les préparatifs qui équivalent, en réalité, à la mobilisation même et qui n'en sont que l'exécution anticipée.

« La France, qui a toujours affirmé sa volonté pacifique, qui a dans des jours tragiques donné à l'Europe des conseils de modération et un vivant exemple de sagesse, qui a multiplié ses efforts pour maintenir la paix du monde, s'est elle-même préparée à toutes les éventualités et a pris dès maintenant les premières dispositions indispensables à la sauvegarde de son territoire. Mais notre législation ne permet pas de rendre ces préparatifs complets s'il n'intervient pas un décret de mobilisation.

« Soucieux de sa responsabilité, sachant qu'il manquerait à son devoir sacré s'il laissait les choses en l'état, le Gouvernement vient de prendre les décrets qu'impose la situation. La mobilisation n'est pas la guerre ; dans les circonstances présentes, elle apparaît au contraire comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur. Fort de son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique de la crise, le Gouvernement, à l'abri de ces précautions nécessaires, continuera ses efforts diplomatiques et il espère encore réussir.

« Il compte sur le sang-froid de la noble nation pour qu'elle ne se laisse pas aller à une émotion injustifiée ; il compte sur le patriotisme de tous les Français et sait qu'il n'en est pas un seul qui ne soit prêt à faire son devoir.

« A cette heure, il n'y a plus de partis, il y a la France éternelle, la France pacifique et résolue. Il y a la patrie du droit et de la justice tout entière unie dans le calme, la vigilance et la dignité.

« Paris, le 1^{er} août. »

Le Président de la République française,

RAYMOND POINCARÉ.

Le Président du Conseil.

RENÉ VIVIANI.

Suivent les signatures de tous les ministres et sous-secretsaires d'Etat.

Le 2 août, à 5 heures de l'après-midi, l'ordre de mobilisation générale des armées de terre et de mer était promulgué dans toute la France.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.

Fontenay-aux-Roses. — Imp. L. BELLENAND. — 24.256.

La France décrète la Mobilisation Générale



Le 2 Août, l'état de l'Europe s'étant considérablement aggravé, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. La France se solidarise avec son alliée et décrète la mobilisation générale le même jour, à 5 heures après-midi.